

Chapitre 1 :

Les acteurs et les grandes fonctions de l'économie, une présentation des principaux outils de la comptabilité nationale

Ce chapitre s'inscrit dans le module 1 « Les fondements de l'économie et de la sociologie », dans le sous module 1.1 « Les fondements de l'économie »

Ce que dit le programme

- **Orientation générale du module 1 « Les fondements de l'économie et de la sociologie »**

Ce module constitue une présentation des bases essentielles de l'économie et de la sociologie. La première partie vise à présenter les principaux acteurs de l'économie et les liens qui les unissent, dans une perspective inspirée de la comptabilité nationale. La seconde partie met l'accent sur les équilibres de marché. La troisième présente les fondements de la sociologie.

- **Orientation générale du sous module 1.1 « Les fondements de l'économie »**

Il s'agira ici d'étudier le cadre général des activités économiques et l'histoire de la pensée économique pour éclairer les enjeux économiques contemporains.

1.1.1. Les acteurs et les grandes fonctions de l'économie

1.1.2. La monnaie et le financement de l'économie

1.1.3. Les grands courants de la pensée économique depuis le XVIe siècle

- **Présentation du point 1.1.1. « Les acteurs et les grandes fonctions de l'économie »**

On étudiera les caractéristiques des différents acteurs économiques ainsi que les opérations qui les relie. Cette approche utilisera les concepts et outils de la comptabilité nationale. On abordera ainsi la présentation du circuit économique et des agrégats de la comptabilité nationale. On mettra l'accent sur l'équilibre ressources-emplois et sa traduction dans le tableau entrées-sorties, y compris en introduisant les coefficients techniques. On mettra en évidence les relations entre secteurs institutionnels pour montrer la logique de la répartition des revenus. La construction du tableau économique d'ensemble ne sera pas exigée.

Bibliographie

Jean-Paul Piriou, Jacques Bournay et Vincent Biauxque, *La comptabilité nationale*, La Découverte, Grands Repères, dix-huitième édition, 2019. **Attention** : si achat d'une version plus ancienne, vérifier qu'elle est bien en **base 2014**

OFCE, *L'économie française 2024*, La Découverte, collection Repères, 2023. L'ouvrage *L'économie française 2025* paraîtra dans l'année

De nombreuses définitions, sources statistiques et activités sur le site de l'INSEE¹ et sur le site « apprendre avec l'INSEE »²

¹<http://www.insee.fr/>

²<http://www.statapprendre.education.fr/insee/>

Introduction

Actualité économique en matière de chômage

En 2023 le chômage n'avait jamais été aussi bas depuis 20 ans après avoir connu plusieurs années de baisse

Ce serait une des manifestations de l'efficacité des politiques économiques visant à atteindre le plein emploi d'ici 2027 soit un taux de chômage autour de 5 %

Mais des débats autour des chiffres du chômage et de leurs analyses. Exemple : « Emploi, chômage : le gouvernement survend un bilan peu flatteur »
(*Alternatives économiques*)

=> Il faut s'intéresser aux chiffres du chômage établis par l'institution en charge de la comptabilité nationale (INSEE) et à l'analyse qui en a été faite par Audrey Fisné-Koch dans *Alternatives économiques*

Travail à réaliser

- Deux supports documentaires
- Définitions nécessaires pour comprendre et analyser les documents

Marché du travail, chômeur au sens du BIT, demandeurs d'emploi, taux de chômage (calcul et signification), halo autour du chômage, sous emploi, taux d'emploi (calcul et signification), taux d'activité (calcul et signification)

- Carte mentale à compléter à partir des documents

Données récentes qui permettent de rendre compte de l'état du marché du travail	Éléments qui attestent du bon dynamisme du marché du travail depuis 2017	Éléments qui invitent à relativiser ce dynamisme
<p>Exemple</p> <p>Le taux de chômage s'établit à 7,3 % de la population active au 2^{ème} trimestre 2024</p>	<p>Un taux de chômage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - proche de son plus bas niveau atteint en 1982 où il s'établissait à 7,1 % - très en dessous de son plus haut niveau atteint en 2015 (10,5%) 	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux de chômage des jeunes reste très élevé (18,1 % au 1^{er} trimestre 2024 - Le taux de chômage ne tient pas compte du halo autour du chômage ... - ...

On le voit avec l'exemple du chômage, les informations économiques sont nombreuses et doivent être analysées avec rigueur

=> Comment appréhender l'abondance des informations économiques ?

Première étape : cerner et définir les termes en jeu

<=> Initiation à la comptabilité nationale

La comptabilité nationale est destinée à « tous ceux qui estiment que l'information économique fait désormais partie de la culture de l'honnête homme » (E. Archambault, *Comptabilité nationale*)

La comptabilité nationale constitue aussi une approche descriptive de l'économie : la macroéconomie

I. Les acteurs et leurs principales fonctions économiques

1. Les entreprises produisent des biens et services marchands à partir de facteurs de production

La notion d'entreprise n'existe pas en CN

La CN désigne les entreprises à travers le concept de « société »

Elle rend compte de la production des entreprises en fonction de 3 éléments

- Le statut juridique du producteur
- La nature de ce qui est produit
- Le prix de vente de la production

=> Les « entreprises » sont à l'origine de l'essentielle de la **production marchande**

Définition « production marchande »

« Production écoulee ou destinée à être écoulee sur le marché. Elle comprend :

- Les produits vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire un prix couvrant plus de 50 % des coûts de production) ;
- Les produits troqués ;
- Les produits utilisés pour effectuer des paiements en nature, y compris les rémunérations des salariés en nature ;
- Les produits livrés par une unité d'activité économique locale à une autre unité d'activité économique locale appartenant à la même unité institutionnelle et destinés à être utilisés par cette dernière pour sa consommation intermédiaire ;
- Les produits ajoutés aux stocks de biens finis et de travaux en cours, destinés à une ou plusieurs des utilisations précédentes. »

À retenir

Pour l'essentiel la production marchande correspond aux biens et services vendus (ou destinés à l'être) à un prix couvre au moins la moitié du coût de production

Remarque

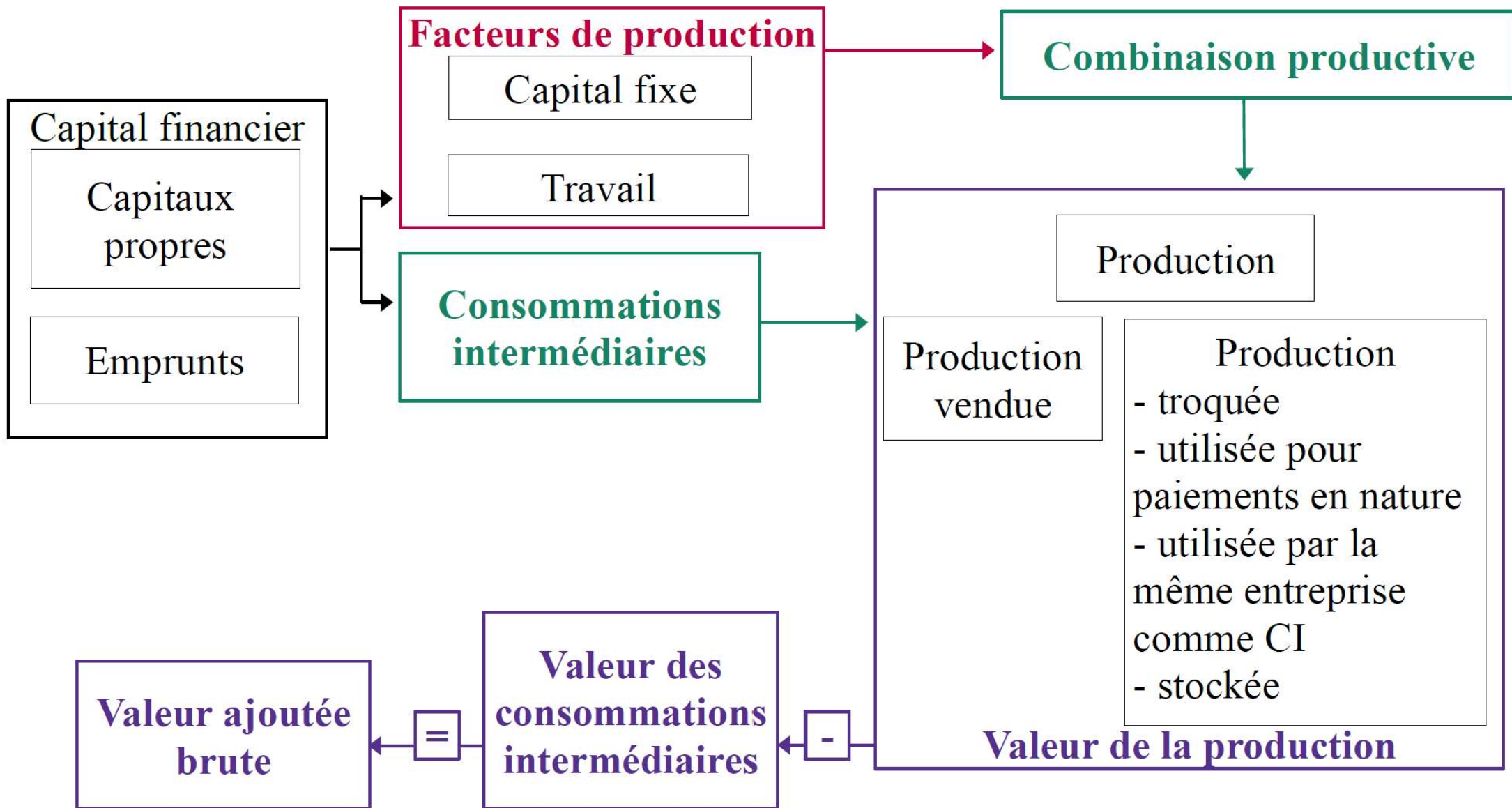
Il ne faut pas confondre production marchande et production à but lucratif

Des SNF et des SF réalisent une production marchande sans avoir de but lucratif Exemples

- Les mutuelles
- Les coopératives, comme *Alternatives économiques* qui est une Société coopérative et participative (Scop)

1.1. Les entreprises utilisent des facteurs de production

Plus précisément les entreprises combinent du travail et du capital pour créer de la richesse qui est mesurée par la valeur ajoutée



• **Le travail**

Pour la CN, le travail est une **activité rémunérée**

=> Les personnes qui n'ont pas d'activité rémunérée ou qui ne cherchent pas à en avoir une ou dont l'activité économique principale ne relève pas de ces deux cas sont inactives (retraités et étudiants par exemple)

=> Les personnes en emploi et les chômeurs sont des actifs

Remarque

Ce n'est pas la nature de l'activité mais le fait qu'elle soit rémunérée qui fait que cette activité est comptabilisée comme du travail

A. Sauvy « Épousez votre femme de ménage, et vous ferez baisser le PIB... »

Comment mesurer le facteur travail ?

<=> Comment mesurer le travail disponible pour produire dans une économie ? Comment mesurer celui qui est effectivement mobilisé pour produire ?

Au niveau macroéconomique, **différents indicateurs sont calculés à partir de 3 agrégats**

1. La **population active** qui mesure le facteur travail mobilisable pour produire

2. L'**emploi**

3. Le **nombre d'heures travaillées**

2 et 3 : mesures du facteur travail effectivement mobilisé pour produire

Remarques et rappels

- Quand on s'intéresse au marché du travail, **on distingue le travail et l'emploi**

- Il existe **3 ratios pour rendre compte de la capacité d'une économie à mobiliser la population en âge de travailler dont elle dispose pour produire**

1. Le **taux d'emploi**

2. Le **taux de chômage**

3. La **part de participants au marché du travail contraints dans leur offre de travail**

$$= \frac{\text{Chômeurs} + \text{Personnes dans halo chômage} + \text{Personnes en sous emploi}}{\text{Population active} + \text{Personnes dans halo chômage}}$$

○ **La population active et le nombre d'emplois**

- **Population active** : nbre personnes sur marché du travail

- **Population inactive** : nbre personnes en âge de travailler qui ne sont pas sur le marché du travail et qui :

- ne veulent pas travailler ou ne cherchent pas de travail

- ou ne sont pas disponibles pour travailler

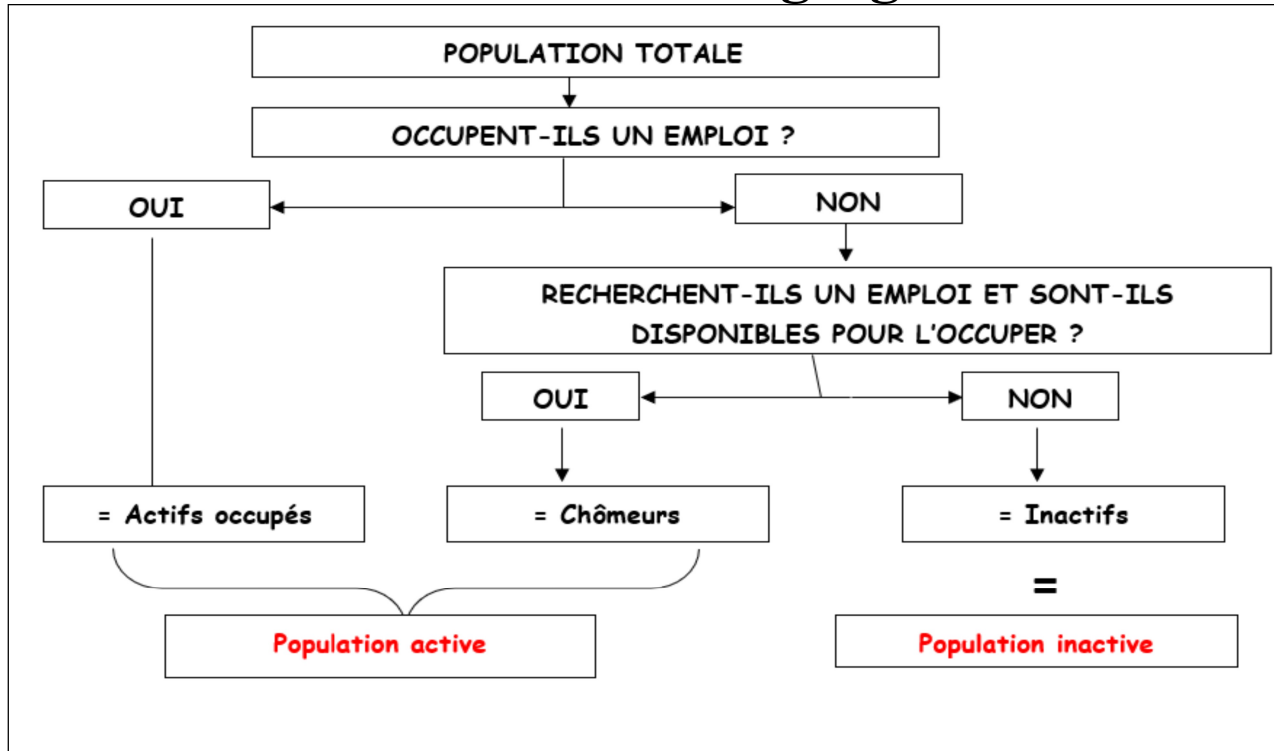
- **Nbre de chômeurs** : nbre personnes en âge de travailler qui sont au chômage au sens du BIT

- **Halo autour du chômage** : « personnes sans emploi qui souhaitent travailler mais ne vérifient pas tous les critères pour être comptabilisées comme au chômage au sens du BIT, soit qu'elles ne recherchent pas d'emploi, soit qu'elles ne soient pas disponibles pour travailler. »

- **Sous emploi** : temps partiel subi

Agrégats complétés les **demandeurs d'emplois** (France Travail)

Construction agrégats sur marché du travail



AUJOURD'HUI, le chômage est mesuré par **deux indicateurs** rendus publics chaque trimestre

€
Le nombre d'inscrits à Pôle emploi en **catégorie A**

CATÉGORIE A
Personnes sans emploi pendant le mois

CATÉGORIE B
Personnes en activité réduite (jusqu'à 78 h / mois)

CATÉGORIE C
Personnes en activité réduite (plus de 78 h / mois)

→ **tenues de rechercher activement un emploi**

CATÉGORIE D
Personnes sans emploi non disponibles dans l'immédiat (en formation, en arrêt maladie, etc.)

CATÉGORIE E
Personnes sans emploi, non tenues de rechercher activement un emploi (créateurs d'entreprise, contrats aidés)

BIT

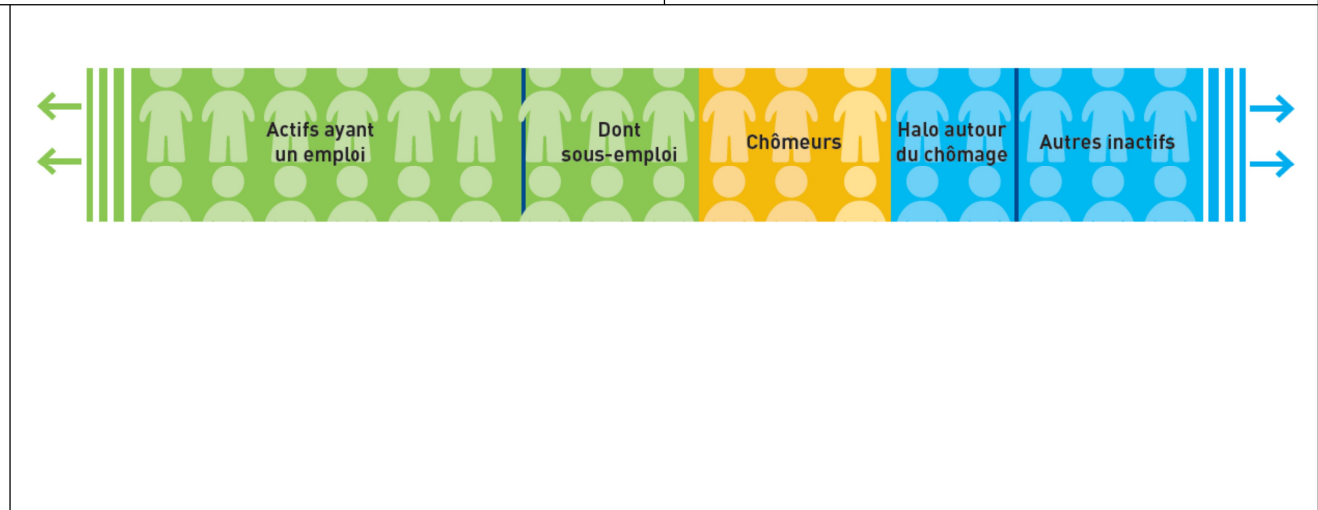
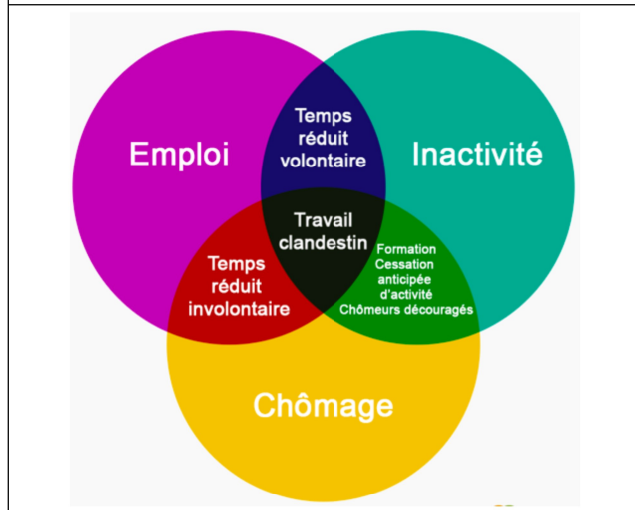
Le taux de chômage au sens du **BIT**¹ mesuré par l'Insee via un sondage auprès de

110 000 PERSONNES

Pour le BIT, un chômeur est une personne :

- ✓ **en âge de travailler (15 ans ou plus)**
- ✓ **sans emploi** pendant une semaine de référence
- ✓ **disponible** pour prendre un emploi dans les quinze jours
- ✓ **en recherche d'emploi** au cours du mois précédent ou en ayant trouvé un qui commence dans moins de trois mois

1. Bureau international du travail.



À partir de ces agrégats sont construits différents ratios qui permettent de faire des comparaisons dans le temps et dans l'espace

Travail à réaliser

Organiser dans un schéma tous les ratios* et les ensembles auxquels ils se réfèrent** qui permettent de présenter l'état du marché du travail au 2^{ème} trimestre 2024 en indiquant en rouge les données qui renvoient au travail et en vert celles qui renvoient à l'emploi

*parts des CDI, des indépendants, des contrats à durée limitée et de l'alternance ; taux d'emploi, taux du halo autour du chômage ; taux d'activité ; part du temps partiel subi ; taux de chômage ; part des participants au marché du travail contraints dans leur offre de travail

**Inactifs, actifs, population en âge de travailler, chômeurs, actifs ayant un emploi

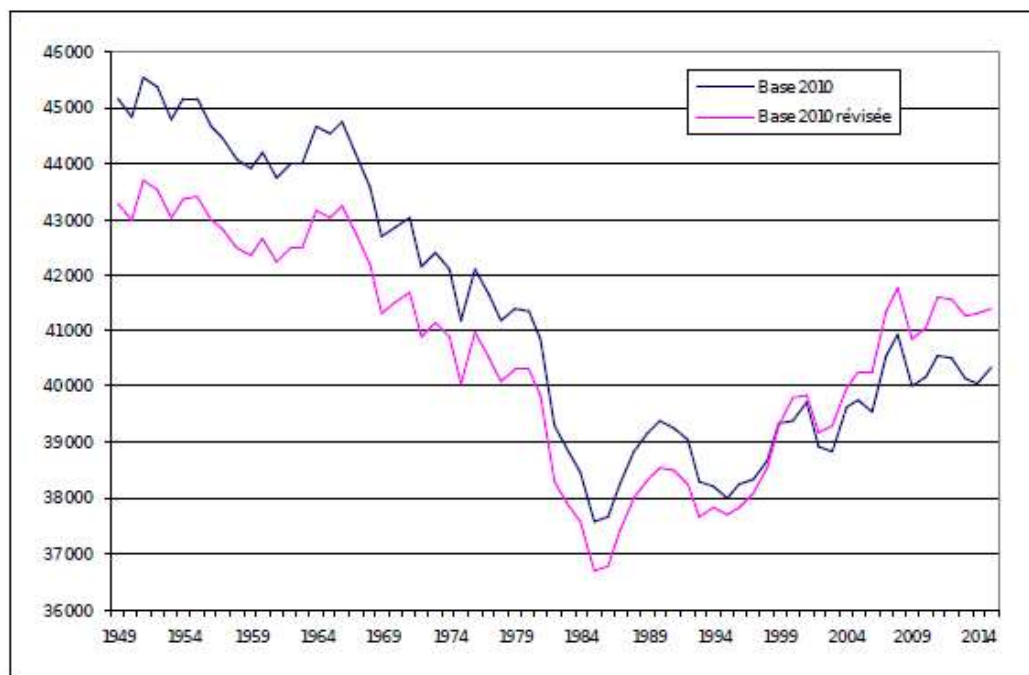
Données complémentaires sur le chômage

Demands d'emploi inscrits à France Travail

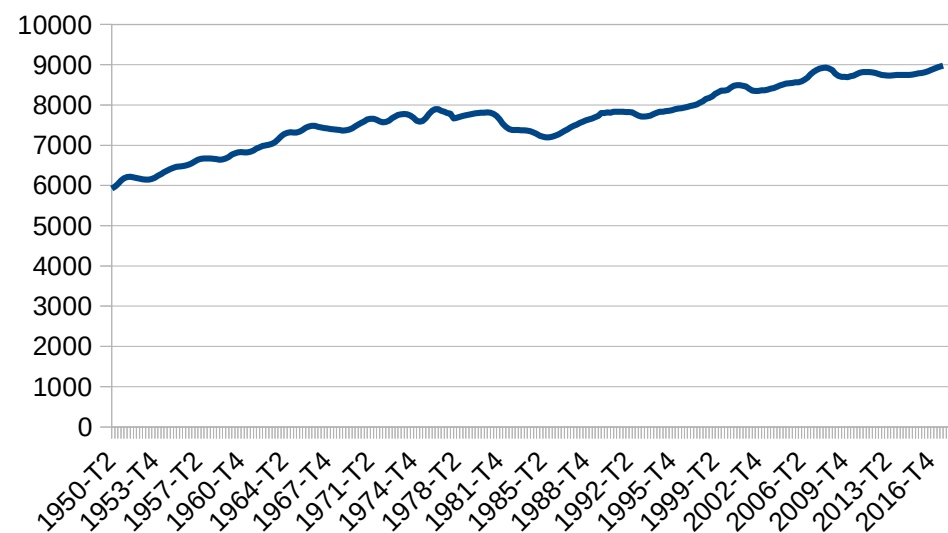
		Effectifs T2 2024 (en milliers)	Evolution (%) sur	
			Un trimestre	Un an
France métropolitaine	Catégorie A dont :	2 808,7	-0,4	0,3
	Hommes	1 438,3	-0,1	1,1
	Femmes	1 370,4	-0,7	-0,5
	Moins de 25 ans	388,5	-1,0	3,4
	25 à 49 ans	1 641,9	-0,2	0,3
	50 ans ou plus	778,3	-0,5	-1,0
	Catégorie A,B,C dont :	5 112,7	-0,2	0,8
	Demands d'emploi de longue durée (DELD)	2 227,4	-0,6	0,3
	Catégorie D	336,4	-1,5	-3,9
	Catégorie E	384,4	-0,5	4,5
France	Catégorie A	3 016,4	-0,4	0,2
	Catégorie A,B,C	5 389,0	-0,2	0,8

- **Nbre heures travaillées (ou durée totale du travail) mesure également le travail utilisé pour produire sur une année**

Évolution volume total heures travaillées (en millions) en France 1949-2014



Evolution volume heures travaillées par salariés (en millions) en France 1949-2017



Questions de réflexion et d'analyse des documents

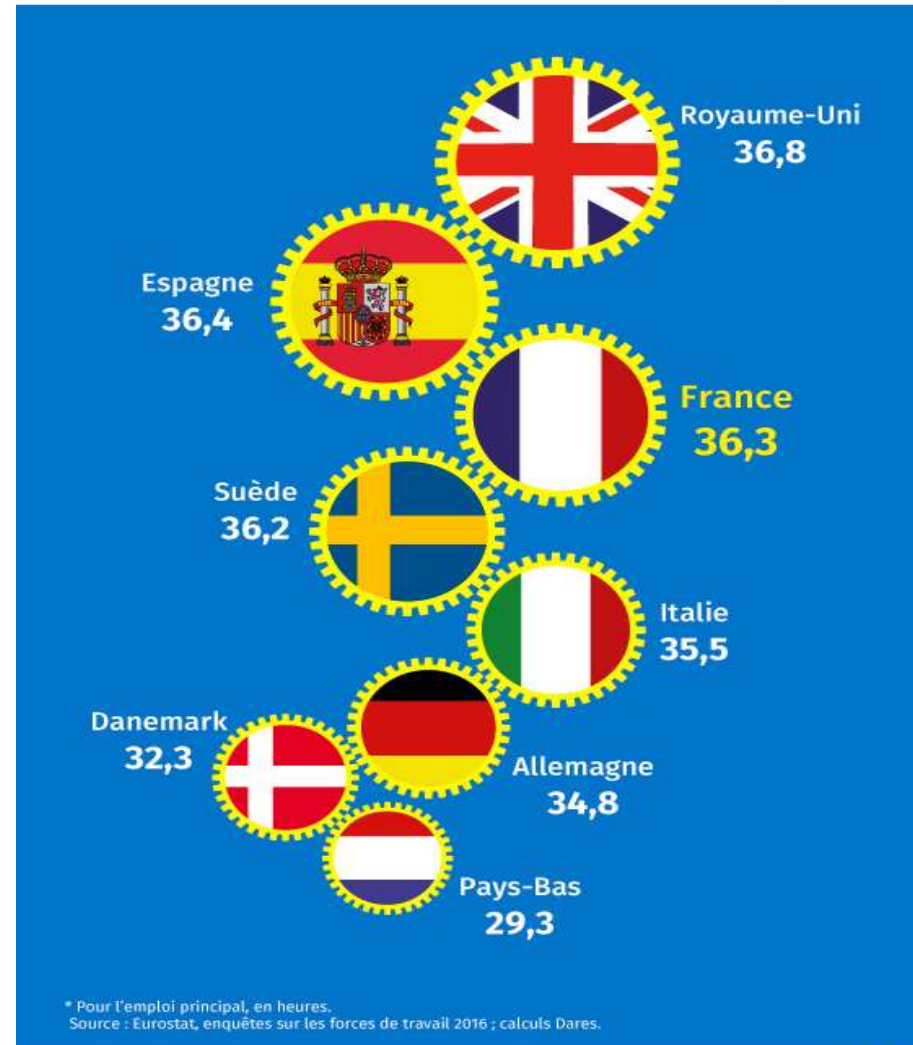
1. Expliquez les différences entre les données présentées dans les deux graphiques ?
2. Comment pouvez-vous expliquer la baisse du nombre total d'heures travaillées entre 1946 et 1976 ?
3. Quelles ont été les évolutions du volume d'heures travaillées à partir de 1976 ?

Travaille-t-on en France plus ou moins que nos voisins ?

Etude de la Dares* publiée en Juin 2018 permet de répondre à cette question

*Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

Durée moyenne hebdomadaire de travail des salariés en Europe *



Éléments saillants du rapport

Durée hebdomadaire de travail

En 2016, la durée habituelle hebdomadaire du travail des salariés est de 36,4 heures dans l'UE. La France est proche cette moyenne

Pour les seuls salariés à temps complet, la durée hebdomadaire moyenne monte à 40,3 heures dans l'UE

Cette durée est supérieure au Royaume-Uni (42,2 heures) et en Allemagne (40,4)

Elle est inférieure au Danemark (37,7) et en France (39,1)

Travail à temps partiel

20 % des salariés de l'UE à temps partiel. L'Espagne totalise la plus faible proportion avec 16%

La durée habituelle hebdomadaire des salariés français à temps partiel est de 23,7 h

Seule la Suède la devance avec 24,7 h

La durée moyenne de travail à temps partiel dans les 8 États membres étudiés est de 20,9 .

Les taux de temps partiel des femmes sont 4 fois supérieurs à ceux des hommes (France, Italie), voire 5 ou 6 fois supérieurs (Allemagne)

Horaires atypiques

Travail de nuit ou travail le dimanche constitue dans la plupart des pays une exception à loi sur la durée du travail

Travail le soir est plus fréquent dans les pays du nord de l'Europe : 48 % des salariés aux Pays-Bas ont travaillé entre 19 heures et minuit au cours des 4 dernières semaines

Travail de nuit est plus répandu au Royaume-Uni (16 %) qu'en France (10 %)

Conclusion sur l'étude de la Dares

Les résidents en France ne travaillent pas moins qu'au sein de l'UE en terme de durée hebdomadaire moyenne notamment parce que la durée moyenne de travail à temps partiel est élevée

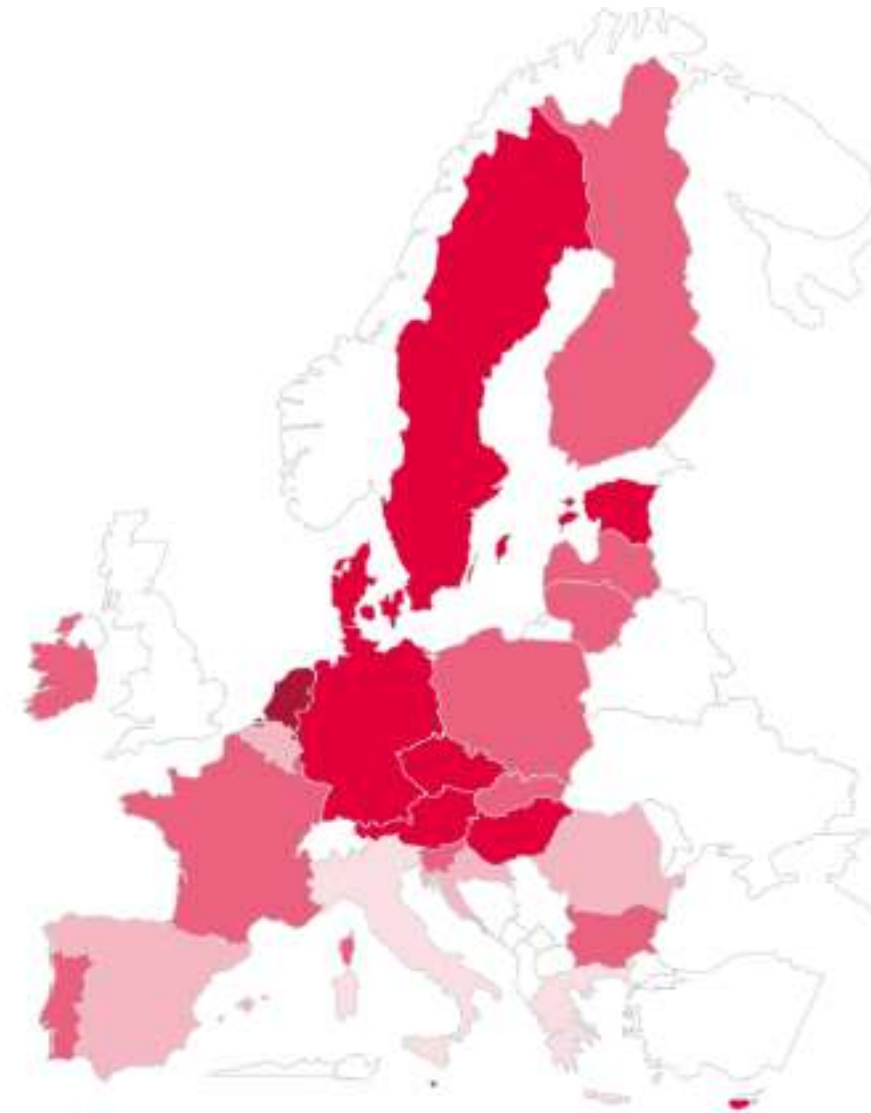
Complément

Taux d'emploi au sein de l'UE en 2023



Le taux d'emploi des personnes de 15-64 ans de l'ensemble de l'UE s'établit à 70,4 %

La France a un taux d'emploi inférieur de 2 points à cette moyenne



Pour compléter cette analyse lire

« Le taux d'emploi plutôt que le taux de chômage pour évaluer le plein emploi »

Conclusion sur le facteur travail que les producteurs utilisent pour produire

Au niveau macroéconomique, la CN propose différents indicateurs pour évaluer le travail mobilisable ou mobilisé dans la production

Quelle que soit celle qui est choisie, le problème posé par la mesure du travail est son absence d'homogénéité

- **Le capital**

Terme polysémique

- Notion économique mais aussi sociologique (exemple : « capital économique » et « capital culturel » chez le sociologue P. Bourdieu)
- Dans chacune de ces 2 disciplines la notion recouvre plusieurs sens

En comptabilité nationale

Le capital est l'**ensemble des moyens utilisés par les producteurs en complément du travail pour fabriquer des biens et des services**, soit

1. L'ensemble des **moyens de production durables** au sens où ils pourront être utilisés dans plusieurs cycles de production

<=> Capital technique (ou physique) **mesuré par le capital fixe**

2. L'ensemble des **moyens de production non durables** soit les biens et services qui sont utilisés pour produire d'autres biens ou services et détruits au cours du processus de production <=>

Capital circulant (ou **consommations intermédiaires** ou emplois intermédiaires dans le TES)

=> Le capital fixe **permet d'augmenter l'efficacité du travail au cours du processus productif**

Le capital fixe ne doit pas être confondu avec

- Capital financier : placements de monnaie (« actif financier » en CN) ou moyens financiers dont dispose un producteur pour financer sa production
- Capital comptable : valeur des apports en argent ou en nature que les actionnaires, associés ou propriétaires d'une société ont fournis \Leftrightarrow capital social
- Capital naturel : ressources naturelles que l'homme peut consommer ou utiliser pour produire \Rightarrow pas mesuré par l'INSEE
- Capital humain : savoirs et savoir-faire mobilisables dans une activité productive \Rightarrow pas mesuré par l'INSEE

Définitions : Capital fixe et consommation de capital fixe

Le **capital fixe brut** mesure le stock des actifs fixes acquis par la formation brute de capital fixe des périodes passées qui sont encore utilisés dans la production à l'instant où le stock est mesuré. Les actifs fixes acquis dans le passé à des prix différents sont réévalués aux prix des actifs fixes neufs de même type (prix de remplacement), pour obtenir le capital fixe brut à prix courants.

La **consommation de capital fixe** (P51c) mesure, pour une période donnée, la perte de valeur du stock de capital fixe utilisé par un producteur, du fait du temps, de l'usure physique, de l'obsolescence ordinaire ou des dommages accidentels courants. La consommation de capital fixe est un coût de production.

Le **capital fixe net** est égal au capital fixe brut diminué du cumul de la consommation de capital fixe. C'est la valeur qui figure dans les comptes de patrimoine.

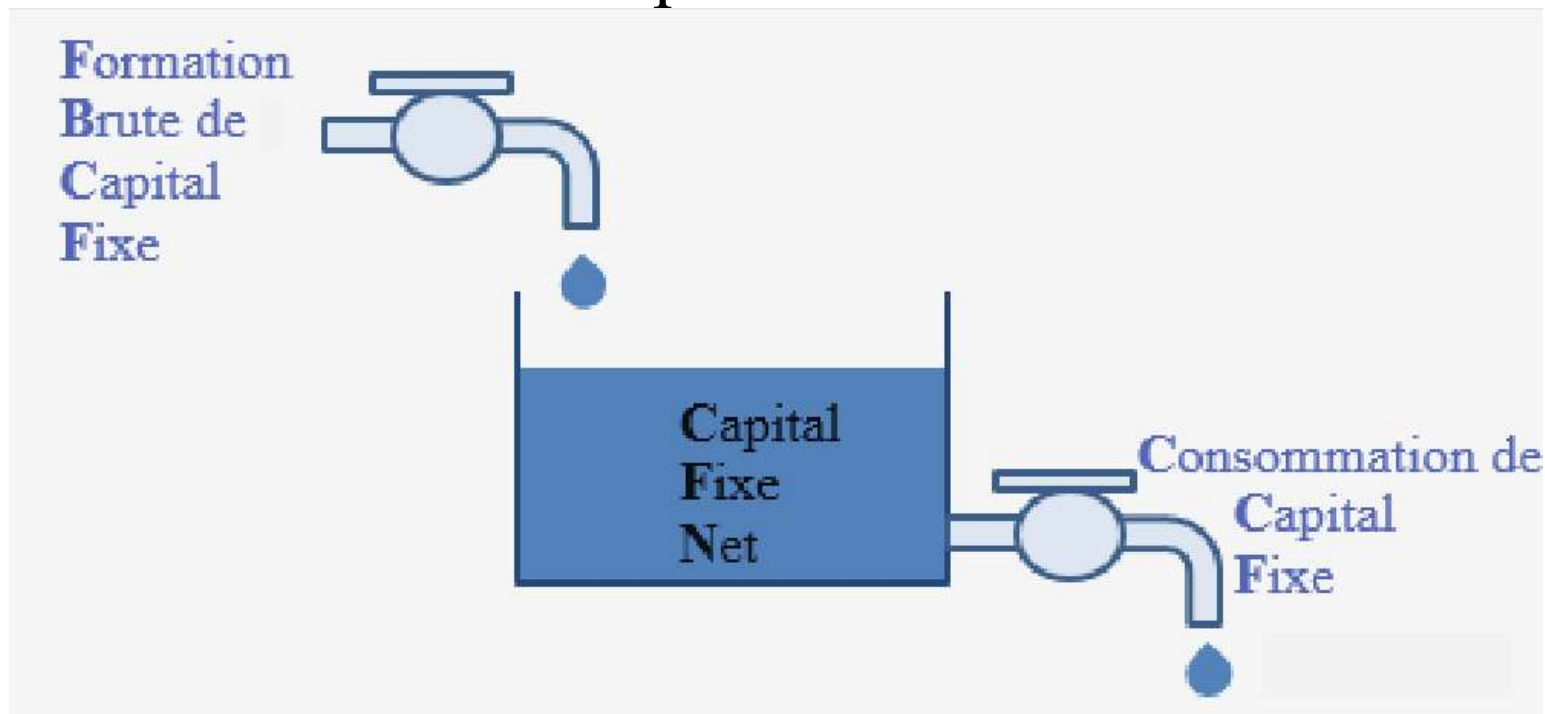
Le capital fixe et la consommation de capital fixe peuvent être calculés pour les secteurs institutionnels et les branches d'activité.

INSEE

La valeur du capital physique mobilisable pour produire au cours d'une année est égale à la valeur du capital fixe net

C'est un stock qui dépend de 2 flux opposés :

- La FBCF
- La consommation de capital fixe



La FBCF désigne l'opération économique d'**accumulation du capital** : le fait d'augmenter le stock de capital

Capital fixe net par branche

	Encours en volume en milliards d'euros		Variation en %	Répartition	
	1978	2019	1978-2019	1978	2019
Agriculture, sylviculture et pêche	143,9	108,9	-24,3	4,3	1,4
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	276,3	565,8	104,8	8,3	7,3
Construction	32,5	49,6	52,6	1,0	0,6
Services principalement marchands	2 351,0	5 980,5	154,4	70,7	77,7
Services principalement non marchands (*)	501,8	993,4	98,0	15,1	12,9
Total des branches	3 323,3	7 699,0	131,7	100,0	100,0

Vérification de la compréhension du document

- Que veut dire « net » ?
- Que veut dire « en volume » ?

Quels faits saillants ressortent de ce document ?

Attention à interprétation évolution du capital fixe net dans agriculture

Moissonneuse batteuse en 1978



Moissonneuse batteuse en 2019



Remarque

Comme pour le travail, l'**évaluation du stock de capital fixe** dont dispose une économie pour produire est **délicate**. 2 raisons

La **forte hétérogénéité** du capital productif

Le **progrès technique**

Cet impact du progrès technique doit être pris en compte dans les données en volume

<=> Il faut que l'évolution du stock de capital en volume reflète bien celle de la quantité de capital fixe et non celle de sa qualité

La **1^{ère} solution** consiste à passer par les prix d'une année de référence

<=> Calculer le stock de capital fixe de 2019 en volume en divisant la valeur du capital fixe de 2019 par un indice qui mesure l'évolution du niveau général des prix du capital fixe depuis 1978

Problème Méthode ne tient pas compte de 2 éléments

1. L'évolution des prix intègre un pur effet prix (l'inflation) et un effet qualité

2. Quand on utilise l'indice des prix du capital fixe en 1978 pour calculer le volume du capital fixe de 2019, on omet deux choses

- Les prix relatifs des différentes formes de capital fixe changent au cours du temps
- Les usages de capitaux fixes faits par les producteurs ont changé aussi

2^{ème} solution

L'INSEE calcule les **données en volume** non pas aux prix d'une année de base mais « **aux prix de l'année précédente, chaînés** »

Pour les curieux : un document qui présente cette méthode sur cahier de prepa

Problème

Cette méthode ne permet pas de conserver les égalités comptables

• La combinaison productive

Elle est **formalisée par une fonction de production**

$Y = f(K, L)$, L représente la quantité de travail, K celle de capital

Différents types de fonctions de production ont été modélisées

- Une fonction à **facteurs complémentaires** (keynésienne) du type $Y = \text{Min}(K/a, L/b)$

- Une fonction à **facteurs imparfaitement substituables** (néoclassique) du type $Y = A K^\alpha L^\beta$

- **La valeur ajoutée : la richesse créée au cours du cycle de production**

Elle ne doit surtout pas être confondue avec le profit ou le chiffre d'affaire

La VA des entreprises (SNF-EI et SF-EI) est **calculée brute** quand on ne retire pas la consommation de capital fixe de ces SI et **nette** dans le cas contraire

Remarque

Quand on connaît la valeur de la richesse créée au cours de la production (que l'on a noté Y précédemment) ainsi que les quantités de travail et de capital mobilisées pour produire, on peut calculer 4 ratios

- Le **coefficient de capital** K/Y
- La **productivité du capital** Y/K
- La **productivité apparente du travail** Y/L
- L'**intensité capitaliste** K/L

Au niveau de l'économie nationale Y est le PIB

Au niveau d'un SI ou d'une branche, Y est mesuré par la VA du SI ou de la branche

La **productivité du travail** et celle du **capital** constituent les **rendements factoriels**

L'efficacité de l'utilisation conjointe des 2 facteurs de production est mesurée par la **productivité globale des facteurs**

On calcule à partir de la prise en compte conjointe du travail et du capital les **rendements d'échelle** qui peuvent être

Croissants

ou **Décroissants**

ou **Constants**

1.2. La typologie des entreprises

Différentes typologies des entreprises

- Selon ce qu'elles produisent (ce qui distingue notamment les SNF des SF)
- Selon leur but (lucratif ou non lucratif)
- Selon leur statut juridique (auto-entrepreneur, micro-entreprise, EIRL*, SA, SARL,*entrepreneur individuel à responsabilité limitée)
- Selon que ce sont des groupes ou des entreprises indépendantes
- Selon leur taille
- Selon leur secteur d'activité ou leurs branches

L'INSEE produit des données sur un certain nombre de ces critères

- **La taille**

Depuis la loi de modernisation de l'économie de 2008, elle repose sur **3 éléments**

Le **nombre de salariés**

Le **chiffre d'affaire**

Le **total du bilan** (valeur de l'ensemble des actifs de l'entreprise : fonds propres, trésorerie, patrimoine immobilier ...)

Définition des catégories d'entreprises au sens du décret de la LME de 2008

Chiffre d'affaires	Total de bilan	Effectif			
		Moins de 10 salariés	De 10 à 249 salariés	De 250 à 4 999 salariés	5 000 salariés ou plus
2 millions d'euros au plus	2 millions d'euros au plus	Microentreprises (MIC)	Petites et moyennes entreprises hors microentreprises (PME hors MIC)	Entreprises de taille intermédiaire (ETI)	Grandes entreprises (GE)
Plus de 2 millions d'euros à 50 millions d'euros inclus	Plus de 2 millions d'euros				
Plus de 50 millions d'euros à 1,5 milliard d'euros inclus	2 millions d'euros au plus	MIC	PME (hors MIC)	Entreprises de taille intermédiaire (ETI)	
	Plus de 2 millions d'euros à 43 millions d'euros inclus				
Plus de 1,5 milliard d'euros	Plus de 43 millions d'euros				
	2 millions d'euros au plus	MIC			
	Plus de 2 millions d'euros à 43 millions d'euros inclus				
	Plus de 43 millions d'euros à 2 milliards d'euros inclus				
	Plus de 2 milliards d'euros				

Note : le cumul des zones prunes et oranges correspond à la catégorie PME au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

INSEE, *Les entreprises en France, édition 2019*

Données sur entreprises produites par l'INSEE donnent lieu à une publication annuelle

(Les entreprises en France)

L'édition 2023 (données de 2021) est disponible ici :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/7681078>

Document synthétique « Catégories d'entreprises » sur cahierdeprepa

À retenir de ce document

- Les secteurs marchands non agricoles et non financiers sont composés de 4,5 millions d'entreprises en 2021
- **Tissu productif concentré en matière d'emploi** : 57 % des salariés en ETP du secteur privé travaillent dans une grande entreprise ou une entreprise de taille intermédiaire
 - 294 **GE** emploient 28 % des salariés
 - 6 600 **ETI** qui emploient plus d'un quart des salariés (29 %)
 - 159 000 **PME hors MIC** emploient 28,5 % des salariés
 - 4,3 millions de **MIC** (les plus nombreuses) qui emploient 17 % des salariés

- **Le poids économique**

Se définit principalement par le **poids de chaque catégorie d'entreprise dans la VA**

Données montrent aussi que le tissu productif français fortement concentré. En 2021 :

GE à l'origine d'**un tiers de la VA** totale du secteur marchand non agricole et non financier

ETI ont réalisé un **quart de la VA**

Les **PME hors MIC** à l'origine de **23 % de la VA**

Les **MIC** ont réalisé **19 % de la VA**

Remarque

Certains entreprises peuvent être considérées comme « grandes » alors que leur effectif est réduit

C'est le cas des « licornes ». Il y en a 30 en 2024 en France

Les 13 premières licornes françaises



Site emarketerz

- **Le secteur d'activité**

Il faut **distinguer 2 notions**

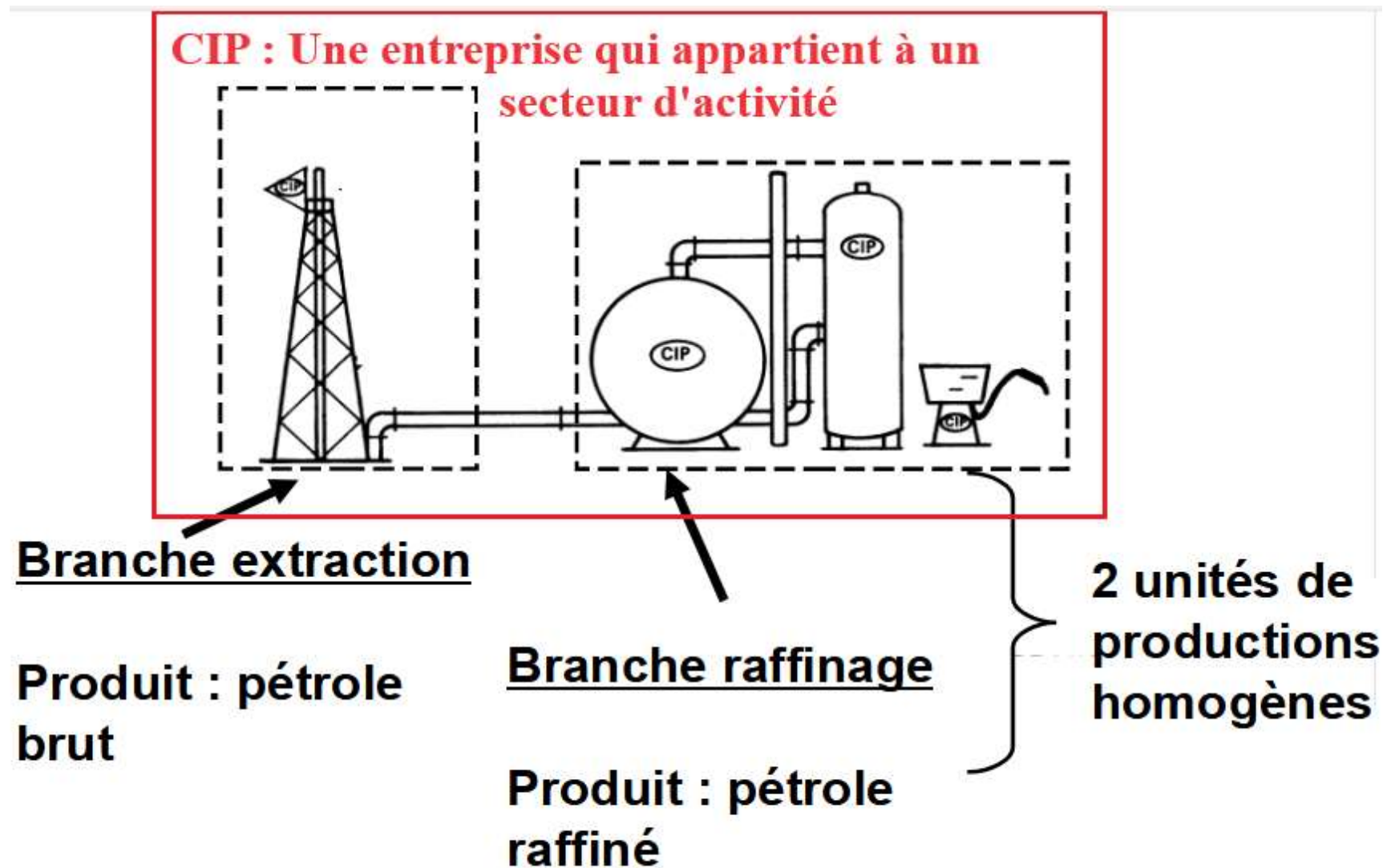
- Les **branches** : ensemble des unités de production qui produisent un même produit à partir d'autres produits (des consommations intermédiaires)

Les produits sont définis à partir d'une nomenclature

Une unité de production peut être une unité institutionnelle comme une entreprise ou seulement une partie de cette unité institutionnelle \Leftrightarrow La notion de branche est donc une construction de la CN

- Les **secteurs d'activité** regroupent des unités économiques autonomes, unités qui peuvent produire des biens et/ou des services différents, et qui ont en commun la même activité principale

L'entreprise CIP : une unité institutionnelle qui appartient à 2 branches et à 1 secteur d'activité



Poids des entreprises des différents secteurs d'activité en 2021 (en%)

	Valeur ajoutée hors taxe		Salariés en EQTP	
	En milliards d'euros	En %	En milliers	En %
Services principalement marchands	394,9	33,5	4 897,0	35,4
Industrie	324,6	27,5	3 244,3	23,4
Commerce	249,9	21,2	2 906,7	21,0
Construction	114,4	9,7	1 572,5	11,4
Transports et entreposage	95,1	8,1	1 215,1	8,8
Ensemble	1 178,9	100,0	13 835,7	100,0

Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Lecture :

- en 2021, les services principalement marchands génèrent 33,5 % de la valeur ajoutée hors taxes.
- en 2021, les entreprises des services principalement marchands emploient 35,4 % des salariés en EQTP.

Source : INSEE, Ésane

Pour compléter ces données et leurs analyses lire sur cahierdeprepa le chapitre du Repère de l'OFCE *L'économie française 2024* : « Les évolutions du tissu productif français »

Éléments saillants de ce document

Idée générale

Mutations des branches depuis fin 30 glorieuses : baisse part industrie lourde au profit des services et d'une industrie de haute technologie. **Ces mutations ont permis à la France de s'insérer dans la mondialisation**

=> **Effets négatifs** : délocalisations et fermetures d'usines

=> **Effets positifs** : territoire a tiré profit de la mondialisation :

En attirant des IDE

En dégagant un excédent commercial jusque dans les années 2000

Problème : apparition d'un déficit commercial structurel depuis les années 2000

- **Causes** : amélioration de la compétitivité allemande, politiques de désinflation compétitives dans les pays de la zone euro, euro fort, concurrence des pays émergents

- Perte de parts du marché mondial de la France s'arrête en 2010 mais la France ne gagne pas en compétitivité malgré un contexte plus favorable à partir de 2014

1. « La mutation industrielle du système productif »

Le recul de l'industrie au profit des services

1978-2022 : Industrie a perdu 2,4 millions d'emplois (**baisse de 45 % des effectifs industriels**)

3 causes

- Délocalisations
- Gains de productivité plus rapides que la croissance de la demande de biens industriels
- Externalisation des activités de service

Parallèlement : **développement du secteur des services : l'emploi a augmenté de 7,6 millions** (quasi doublement)

L'emploi dans les services aux entreprises s'est fortement développé

Les crises ont particulièrement touché l'industrie (celle de 2008, celle du Covid et la crise énergétique mi 2021) mais aussi tout un pan des services (hébergement restauration)

Complément au document

Les évolutions des poids respectifs de l'industrie et des services marchands dans le PIB sont aussi à mettre en relation avec l'évolution de la compétitivité de ces deux secteurs mais aussi des interventions de l'État

Relations entre État et entreprises : 4 périodes

Mouvement de nationalisation entre 1946 et 1986

Création d'entreprises publiques dans des secteurs stratégiques (énergie et transport) de 1946 à 1981

Nationalisations entre 1981 et 1986 : sidérurgie, armement, chimie et banque

Privatisations à partir de 1986

1986 : 29 entreprises publiques deviennent privées

Ce mouvement de privatisation se poursuit ensuite.

Résultat : en 2017, les entreprises publiques emploient 4,9 % des salariés travaillant dans le secteur marchand contre 20 % en 1985.

Dernière grande privatisation : FDJ en 2019

Mais aides publiques aux entreprises lors des crises

Renflouement des banques pendant crise des subprimes :
21 milliards d'euros en 2008

Création de la BPI en 2012

Garantie de prêts ou prêts directs aux entreprises durant
Covid

Mesures récentes d'aides aux entreprises : en juillet 2022
aide pour les entreprises les plus consommatrices de gaz et
d'électricité dans le cadre du plan de résilience économique
et sociale

Des Politiques industrielles depuis 2010

Elles reposent sur 3 piliers

1. Baisse du niveau de prélèvements obligatoires sur les entreprises. Exemple : CICE
2. Politique de soutien à l'innovation plus ambitieuse. Exemple : CIR
3. Plan de relance « construire la France de demain » lancé en 2017

2. « La compétitivité et l'attractivité de la France »

Renvoie surtout au programme de 2^{ème} année

- **1990-2001 : France améliore sa compétitivité-prix** et gagne des parts de marché grâce à la réduction de ses coûts salariaux unitaires

- **2001- 2007 : Compétitivité-prix de la France se dégrade** ce qui la conduit à perdre des parts de marché

3 causes : appréciation du taux de change PPA, réduction des coûts de production en Allemagne et désinflation salariale en Europe du Sud, émergence des BRICS

- **Depuis 2008 : Perte de compétitivité ralentit** mais elle porte surtout sur la compétitivité hors prix en raison d'investissements en innovations trop faibles

France est de plus en plus dépendante de la demande extérieure : Part des exportations (exportations/PIB) : 14 % dans les années 1960, 32 % depuis la fin des années 1990

Déficit de la balance courante s'explique aussi par le fait que la **France est le premier pays européen en matière d'emploi à l'étranger via ses FMN**

3. « Des cycles d'investissement marqués »

3 motifs de l'investissement : Capacité, Remplacement et Productivité

L'investissement dépend de

- Évolution de la demande
- Contraintes financières
- Profitabilité des entreprises (taux de marge : EBE/VAB)

Cycles d'investissement

- Forte croissance de 1985 à 1990

Cause : augmentation du taux de marge à partir de 1983

- Ralentissement de 1990 à la récession de 1993

Causes : hausse des taux d'intérêt réels, ralentissement des gains de productivité

- Faible reprise entre 1993 et 1997

Cause : assouplissement de la politique monétaire

- Forte reprise entre 1997 et 2000

Causes : anticipation de l'augmentation de la profitabilité des entreprises (constitution de la bulle internet), taux d'intérêt réels faibles (effet de levier positif)

- Ralentissement de l'investissement entre 2008 et 2015 Causes : fin de l'effet de levier en raison de la baisse des taux de profit, taux d'endettement élevé, taux d'autofinancement faible

- Reprise de l'investissement entre 2015 et 2019
Causes : augmentation du taux de marge, faible coût du capital fixe, baisse du prix du pétrole qui accélère la croissance, dépréciation de l'euro

- 2019 : crise Covid : baisse historique de l'investissement (- 7 % en 2020)

- **Fort redressement entre 2021 et 2023** (+11 % en 2021, en 2023, investissement supérieur de 20 % à son niveau d'avant crise Covid)

Causes : absence d'anticipation de la chute durable de l'activité, absence de fermetures administratives pour certaines entreprises lors des 2^{ème} et 3^{ème} confinements, accélération de la transition numérique, plan de relance 2030 et baisse des impôts sur la production

Synthèse et compléments du point 1 consacré aux entreprises

Activité économique principale des entreprises :

Production de produits marchands

Elle est permise par la mobilisation de 2 facteurs de production (travail et le capital fixe)

Nous verrons que pour calculer la richesse produite sur le territoire, la production des entreprises (SNF et SF) s'additionne à

- La production marchande des ménages
- La PEFM des ménages, des SNF, des SF et des APU
- La production principalement non marchande des APU et des ISBL

Capacité de production d'une économie sur une année mesurée par le PIB potentiel : $PIB_{potentiel_t} = A_t F(K, L)$ où

- K : quantité du capital productif installée (capital fixe net) et son niveau d'efficacité (de productivité)

- L : quantité de travail disponible et son niveau de productivité

- A_t : efficacité une année t de la combinaison productive (niveau de la productivité globale des facteurs)

Production effectivement réalisée sur une année (PIB)

découle de la mobilisation effective de ces facteurs de production qui dépend de 2 éléments

- Taux d'utilisation du capital fixe
- Taux de chômage

PIB et son évolution à court terme s'expliquent principalement par le niveau de la demande globale

À plus long terme, l'augmentation du PIB s'explique principalement par celle du PIB potentiel

Le taux de variation du PIB potentiel mesure la croissance potentielle. Elle dépend :

- Des évolutions de la quantité de travail et de sa productivité
- De l'investissement
- Du progrès technique qui augmente la productivité globale des facteurs au cours du temps

Conseil de lecture : Philippe Aghion, Céline Antonin et Simon Bunel *Le pouvoir de la destruction créatrice*, 2020

2. Les APU redistribuent des revenus et produisent des services non marchands grâce aux prélèvements obligatoires (et à l'endettement) (polycopié 1)

2.1. Les APU dans la comptabilité nationale

À retenir

Les APU sont un acteur économique caractérisé comme tout SI par la nature de ses principales ressources (les PO) et une activité économique principale (le versement de revenus de transferts et la PNM)

Remarques

- Côté activité, les APU ont aussi une PM et une PEFP mais c'est marginal au regard de la valeur de leur production non marchande
- Côté ressources, les APU ont aussi des recettes issues de la vente d'une production essentiellement marchande mais là encore c'est marginal
- Le SI des APU est divisé en 3 sous SI : APU centrales, APU locales, APU de sécurité sociale

Des questions sur le 2.1 ?

2.2. Prélèvements obligatoires et dépenses publiques : quelques données

À partir de deux documents :

1. *INSEE Première* « Le compte des administrations publiques en 2023 »

2. Site de l'INSEE extrait du tableau de bord de l'économie française sur les APU (https://www.insee.fr/fr/outil-interactif/5367857/tableau/10_ECC/15_FIN)

traiter les questions suivantes

1. Comment se répartissent les recettes des APU ?
2. Quel est le poids des prélèvements obligatoires dans le PIB ? Comment a-t-il évolué ?
3. Comment se répartissent les dépenses des APU ?
4. D'où vient le déficit public et la dette publique ? Comment ont-ils évolué ?

2.3. L'augmentation de la place de l'État dans l'économie

Loi de Wagner : « Plus la société se civilise, plus l'État est dispendieux »

Extrait d'un élément du polycopié 1

« Cette loi est-elle vérifiée ? Oui et non. En effet :

- La **corrélation** est excellente quand on compare les pays riches aux pays pauvres (c'est-à-dire des pays qui ont des niveaux de PIB par habitants très différents)

- Mais elle est moins bonne si on ne prend que les pays les plus riches (ceux qui ont les PIB par tête les plus élevés). »

Êtes-vous au clair sur la notion de corrélation ? À bien distinguer de la notion de causalité

À retenir

Le poids des PO et des dépenses publiques dans le PIB a augmenté car l'État au sens large (les APU) :

- Est intervenu dans l'**allocation des ressources au-delà** de ses **seules fonctions régaliennes***

*Des fonctions qui renvoient essentiellement à la production de biens collectifs que sont la justice, la sécurité intérieure et la sécurité extérieure

- A développé **à côté** de ses fonctions régaliennes **d'autres missions** :

La **redistribution des richesses** au nom de la justice sociale

La **stabilisation de l'activité** au nom de l'efficacité économique

À retenir sur le développement de l'intervention de l'État en matière d'allocation

Objectifs

Assurer la concurrence sur les marchés

Définir des biens tutélaires

Répondre aux défaillances de marché

- Asymétries d'information
- Gestion des biens non privatifs
- Gestion des externalités positives et négatives

Permettre l'égalité d'accès aux services d'intérêt général

Outils

Réglementation

Production non marchande

Orientation de la production marchande

- Subventions
- Taxes

Remarque

Les fonctions régaliennes (justice, sécurité intérieure et sécurité extérieure) reposent essentiellement sur la production de biens collectifs

Des questions sur les justifications et les outils ?

À retenir sur la redistribution des richesses au nom de la justice sociale

2 grands principes de justice sociale

L'**égalité** : la même chose à tous

L'**équité** : à chacun selon ses besoins

2 outils au service de ces deux objectifs

La **redistribution horizontale** : réduire les inégalités de situation liées à des degrés d'exposition différents aux risques sociaux

=> obéit plutôt à un principe d'égalité

La **redistribution verticale** pour réduire les inégalités de revenus primaires

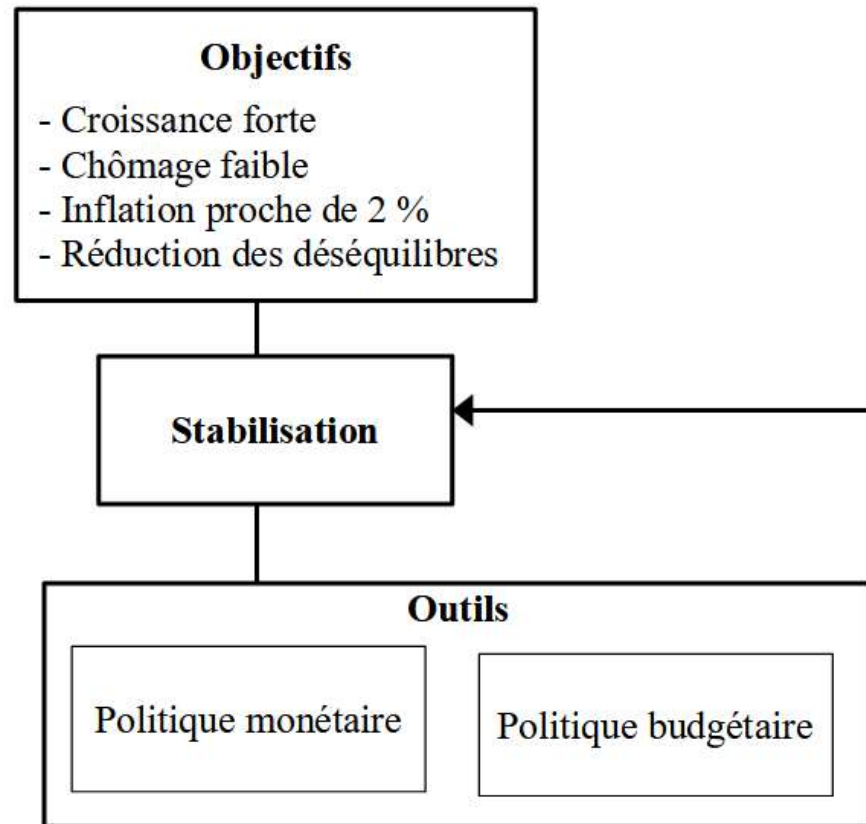
=> obéit plutôt à un principe d'équité

Des questions sur ces éléments ?

Remarque

Le changement de calcul des allocations familiales en 2015 : d'une pure logique de redistribution horizontale à la combinaison des principes de redistributions horizontale et verticale

À retenir sur la stabilisation de l'activité économique



Enjeu de la stabilisation de l'activité économique

Réduire l'écart entre le PIB potentiel et le niveau de la demande globale

Un tel déséquilibre se manifeste par

Une **faible croissance voire une dépression** et un **fort niveau de chômage** quand la **demande globale augmente moins que le PIB potentiel**

De **l'inflation et un fort déficit des échanges avec l'extérieur** quand la **demande globale augmente moins** que le PIB potentiel

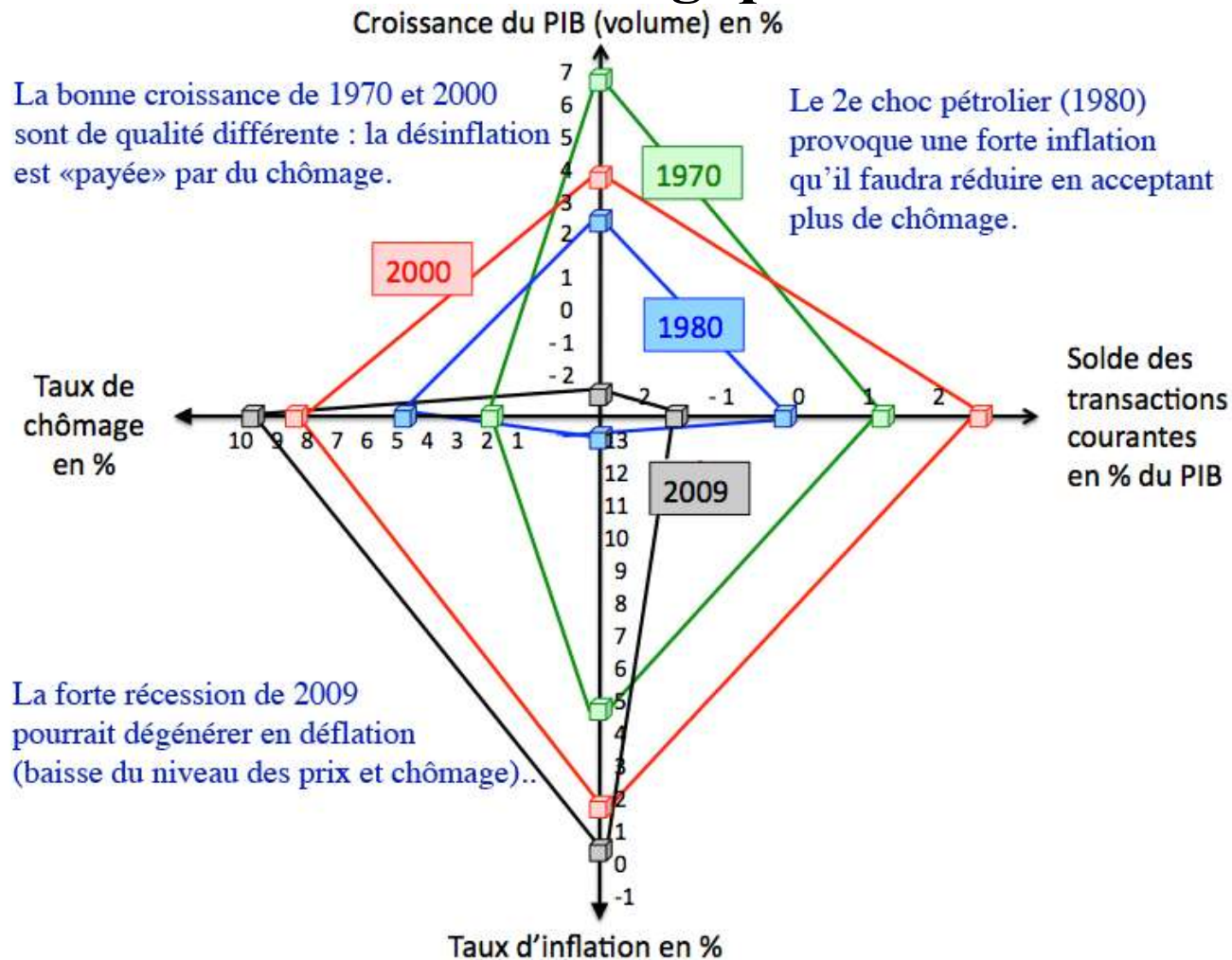
=> Les 4 objectifs de la politique conjoncturelle vont par paire

Remarques

1. La problématique de la stabilisation est aujourd'hui de lutter contre l'inflation sans augmenter le chômage

2. L'utilisation des deux outils de politique conjoncturelle est contrainte en France

L'objectif d'une croissance équilibrée à court terme est difficile à atteindre, d'où le nom de carré magique



Des questions sur la mission de stabilisation de l'activité économique ?

Dernier élément à retenir sur les interventions de l'État dans l'activité économique

3 champs d'interventions qui

1. Se justifient de manière différente (allocation, redistribution, stabilisation)

2. Reposent sur des outils différents

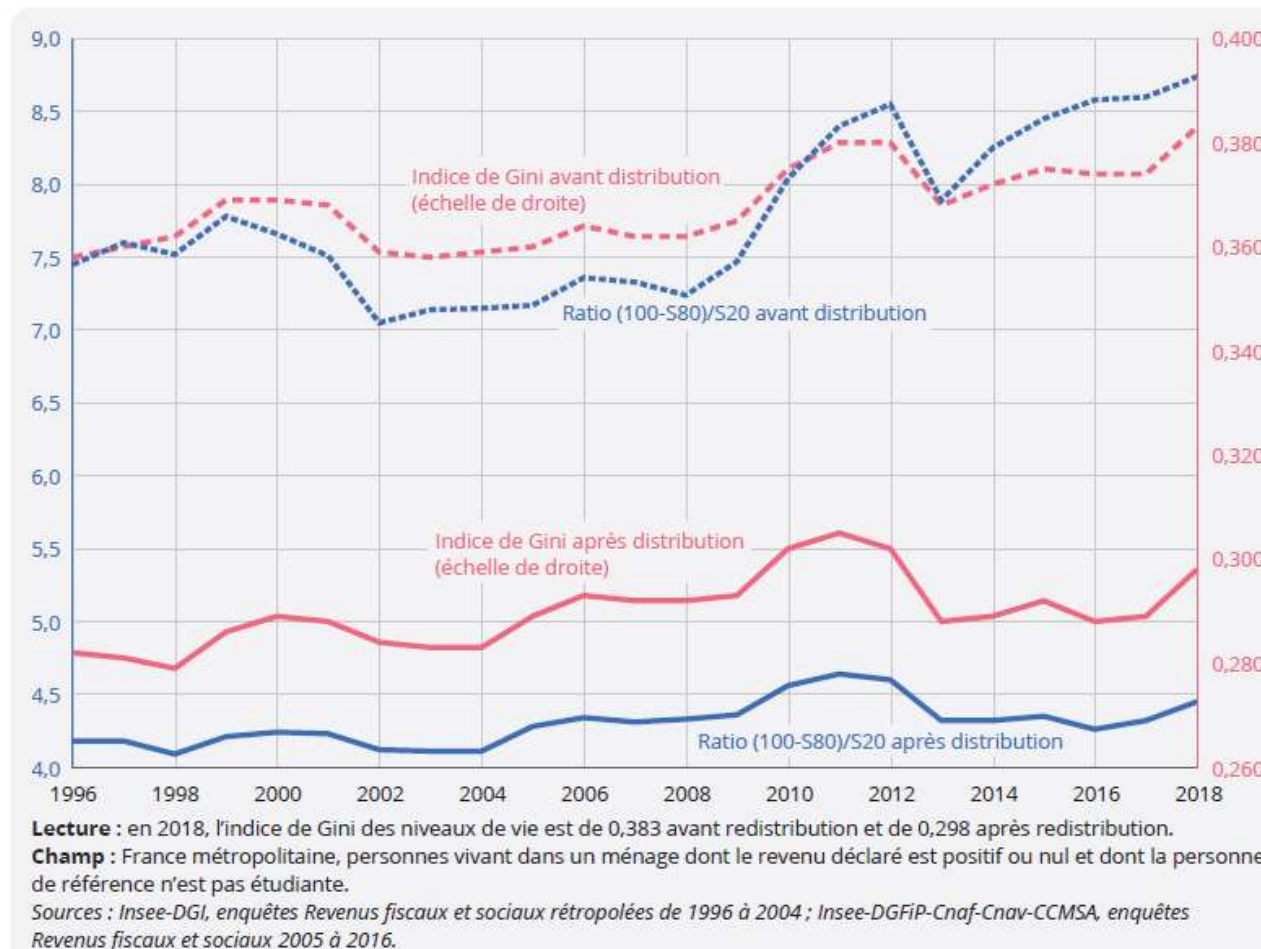
Mais qui ont aussi des interdépendances

« relancer l'activité par l'investissement ou la consommation agit sur la distribution et l'allocation ». **L'exemple du bouclier tarifaire**

« mettre en place des services collectifs (allocation) agit sur la distribution des ressources et, à long terme, sur les objectifs de stabilisation (les prélèvements obligatoires et les dépenses publiques joue un rôle de stabilisateur automatique). »

2.4. La redistribution constitue un puissant levier de réduction des inégalités

5. Inégalités de niveaux de vie avant et après redistribution depuis 1996



Vérifions que vous avez bien compris les indicateurs présentés dans ce document

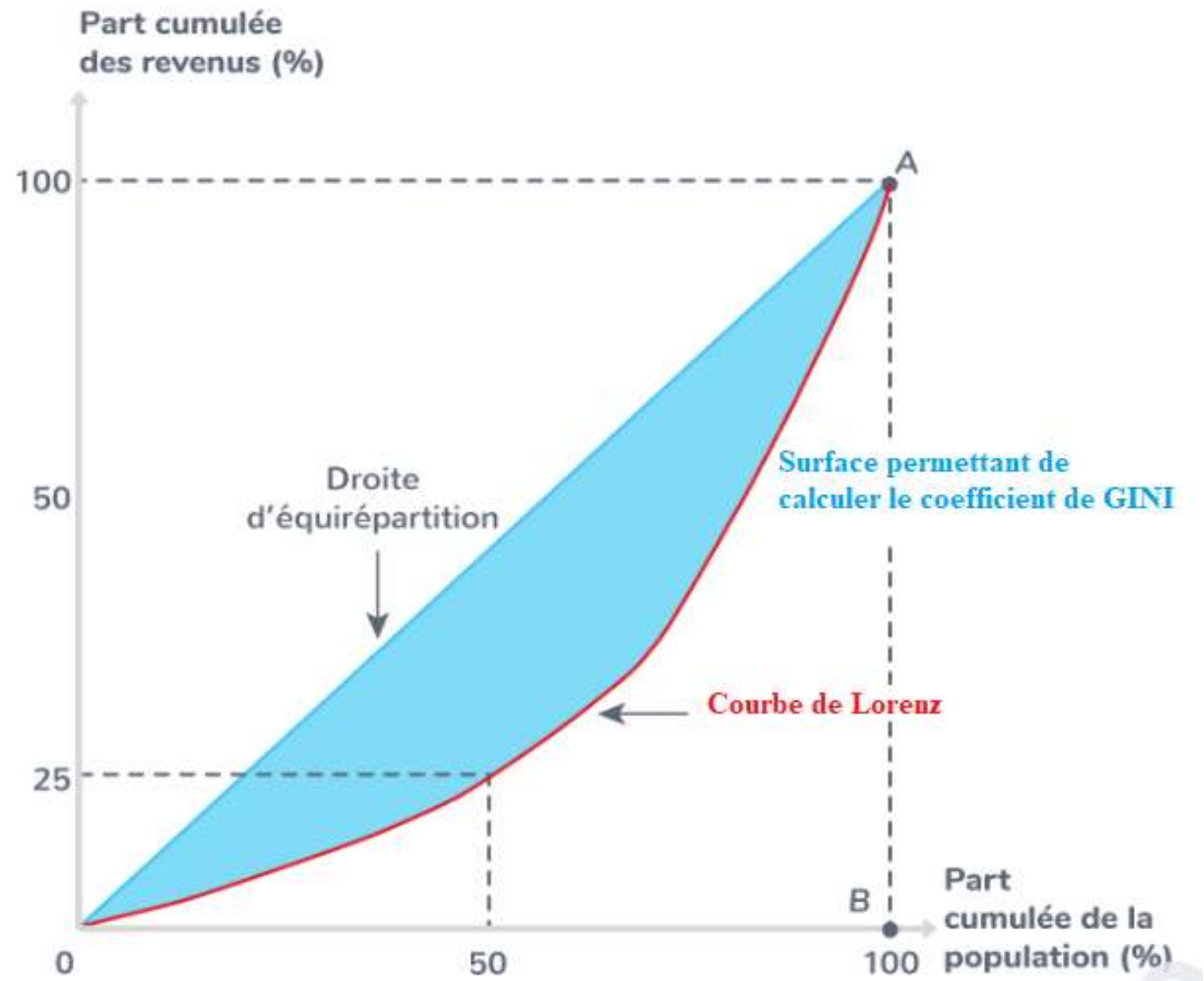
Ce document retrace les évolutions de différents indicateurs pour mesurer les inégalités de revenus avant et après redistribution :

- Le **ratio** $(100-S80)/S20$ mesure le rapport interquintile

Quel est le principe de construction des quintiles ?

- L'évolution du **coefficient de GINI** est également présentée, comment cet indicateur est-il construit ?

Coefficient GINI mesure écart entre la distribution des revenus observée et ce que serait une situation d'égalité parfaite dans cette distribution



Remarque

D'autres indicateurs pour rendre compte des inégalités de revenu

- Les **déciles pointés**

Ce sont les seuils de revenus entre les différents groupes de ménages classés par revenus croissant : D1 est le revenu maximum des 10 % de ménages les plus pauvres, D2 le revenu maximum des 20 % de ménages les plus pauvres, ... D9 le revenu minimum des 10 % de ménages les plus riches

- On calcul à partir de ces déciles pointés des **indicateurs de dispersion**

Le rapport interdéciles $D9/D1$ mesure ainsi l'écart entre le revenu minimum des 10 % les plus riches et le revenu maximum des 10 % les plus pauvres

Synthèse du point 2

Les fonctions économiques des APU se sont fortement développées depuis l'après guerre

Elles visent des objectifs différents et reposent sur des outils eux-aussi différents

3. Les ISBLSM produisent des services non marchands au service des ménages

Définition des ISBLSM également notées ISBL (ou S.14)

« Les institutions sans but lucratif au service des ménages (IS-BLSM) sont des unités économiques, dotées de la **personnalité juridique**, au **service des ménages**, et qui sont des **producteurs privés non marchands**. Leurs **ressources principales**, autres que celles résultant de **ventes occasionnelles**, proviennent de **contributions volontaires**, en espèces ou en nature, effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de **versements provenant des administrations publiques**, ainsi que de **revenus de la propriété**. Leur statut « sans but lucratif » leur interdit de procurer un revenu, un profit ou tout autre gain de nature financière aux personnes physiques ou morales qui les ont créées, les contrôlent ou les financent. »

À retenir de cette définition : à la différence des APU, les ISBL

- Produisent des **services non marchands uniquement destinés aux ménages**. Elles se répartissent en 7 catégories principales

- **Reçoivent des ménages des contributions volontaires** (exemples : cotisations syndicales, dons,...)

Quelques données

Sur l'activité des ISBL en 2021

PNM : 55,4 milliards d'euros

PM : 2,9 milliards d'euros

Seul SI qui ne réalise pas de PEFP

Sur les productions des autres SI en 2021

	PNM	PM	PEFP
SF	0	260,5	3,5
SNF	0	3030,2	75
APU	452,1	65,4	16,2
Ménages	0	251,8	220

4. Les ménages consomment et épargnent à partir de leur revenu disponible brut

4.1. La composition des ménages

Définition

« Un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de colocation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne. »

=> Ne pas confondre ménage et famille : tout ménage n'est pas une famille

=> Ce qui définit le ménage c'est le logement puisque c'est une unité pertinente pour analyser la consommation

Au sein du SI des ménages on distingue

- Les **ménages purs** (qui ne font que consommer) des **entrepreneurs individuels** (qui en plus de consommer produisent des biens ou des services marchands)

- Les **ménages simples** des **ménages complexes** : « Un ménage complexe se définit par rapport aux autres types de ménages. Il s'agit d'un ménage qui n'est pas composé soit d'une seule personne, soit d'une seule famille (un couple sans enfant, un couple avec enfants ou une famille monoparentale) »


Données statistiques sur la composition et l'évolution des ménages en France : voir document statistique dédié

4.2. Les revenus des ménages : des revenus primaires au revenu disponible brut

La CN distingue **3 types de revenus**

1. Les **revenus primaires** sont les revenus directement issus du processus de production. Ils se divisent en

- **Revenus d'activité** qui proviennent du partage de la VAB

Valeur de la production – Consommations intermédiaires = VAB		
		
Rémunération du travail : Salaires + cotisations sociales	Rémunération des propriétaires du capital : EBE et revenus mixtes des EI	Revenus perçus par les APU à l'occasion de la production : Impôts sur la production et les importations nets de subventions

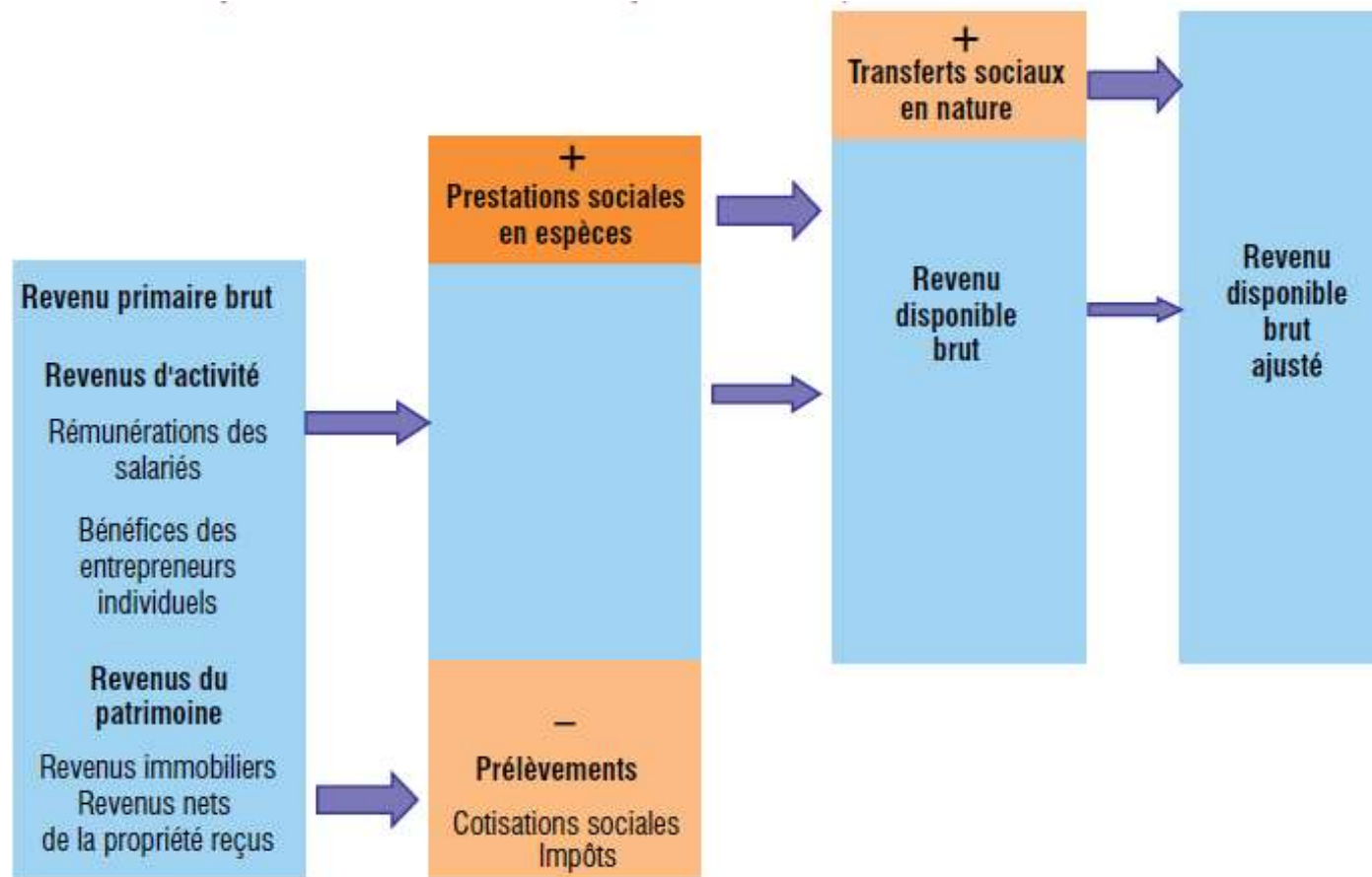
- **Revenus de la propriété** (ou revenus du patrimoine) perçus par le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit

2. Les **revenus de transfert** qui proviennent des opérations de redistribution des revenus primaires réalisée par les APU

3. Les **revenus en nature**

La prise en compte de l'ensemble de ces revenus permet de calculer un agrégat : Le **revenu disponible ajusté** (au niveau national ou au niveau de certaines catégories de ménages)

Du revenu primaire brut au revenu disponible brut ajusté



Ce qui mesure la capacité de dépense des ménages (et qui va permettre d'analyser leur consommation) est le revenu disponible brut => données voir document statistique « Composition du revenu disponible moyen selon le type de ménage en 2019 (en%) »

Questions à traiter à partir des données du document

1. Quelle est la part des revenus primaires dans le revenu disponible moyen des ménages en 2019 ?
2. En déduire la part des revenus de transfert. Comment retrouver cette donnée à partir des données du tableau ?
3. Quel type de ménage a perçu les salaires les plus élevés en 2019 ?
4. Qu'est-ce qui distingue les différents type de ménage en matière de composition du revenu disponible brut ?

Le **RDB** des ménages mesure la capacité de dépense des ménages pris dans leur ensemble

Ce dernier n'est cependant **pas un indicateur pertinent du niveau de vie des personnes qui composent les ménages** car le niveau de vie dépend du nombre de personnes qui consomment grâce au RDB

=> Il faut **raisonner en unités de consommation**

1^{er} adulte du ménage compte pour 1 UC

Toute autre personne de 14 ans ou plus compte pour 0,5 UC

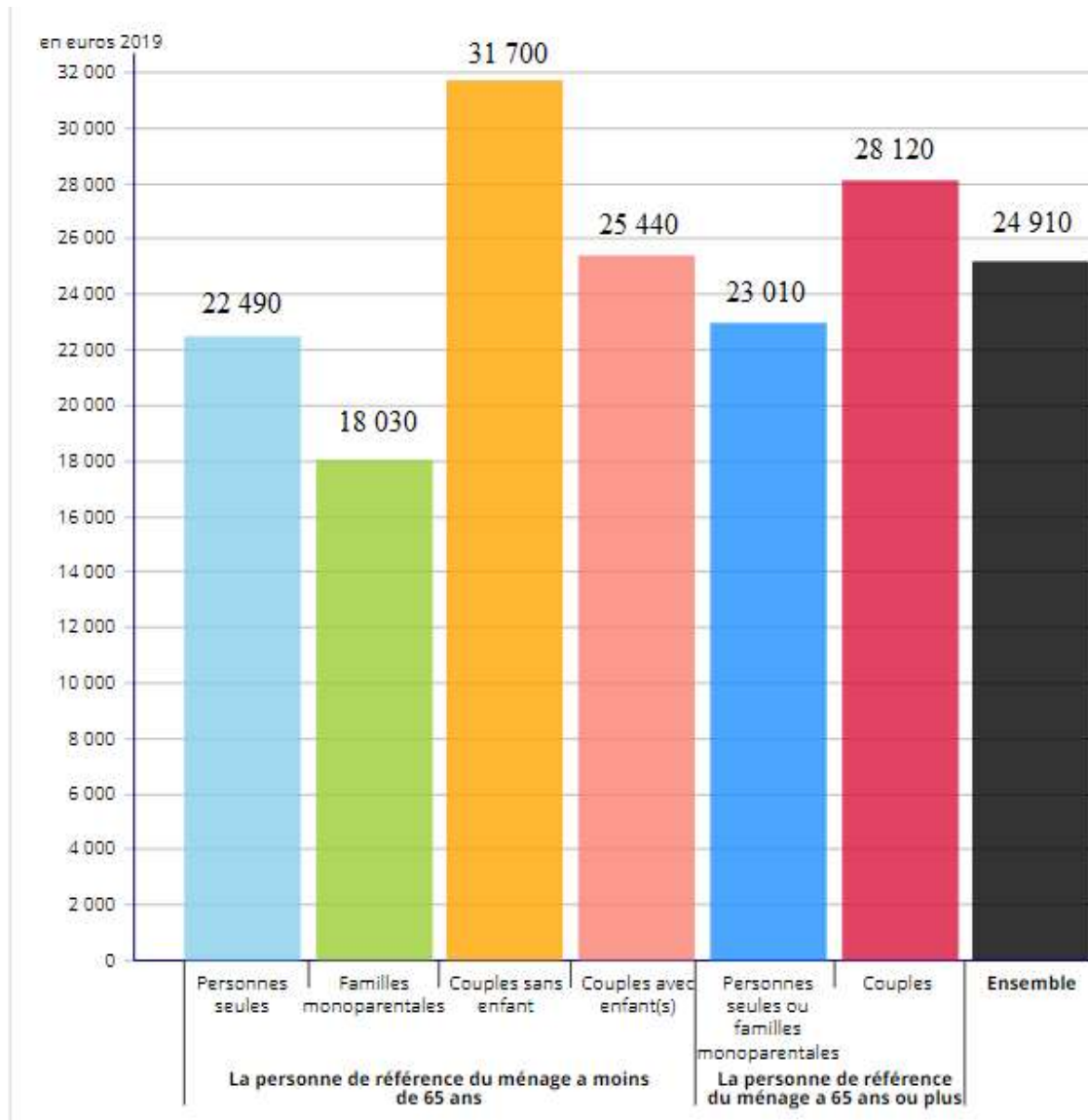
Un enfant de moins de 14 ans compte pour 0,3 UC

Exemple

- avec un RDB de 1000€, un ménage composé d'une personne seule a un niveau de vie moyen de 1000€

- avec un RDB de 2000€, chaque membre d'un ménage composé d'un couple avec deux enfants de moins de 14 ans a un niveau de vie moyen de $2000/(1+0,5+0,3*2) = 952€$

Niveau de vie moyen selon le type de ménage en 2019



Lecture : en 2019, le niveau de vie moyen des personnes vivant dans un ménage dont la personne de référence a moins de 65 ans est de 24 910 euros

Quels faits saillants ces données mettent-elles en évidence ?

Pour **analyser l'évolution au cours du temps de la capacité de consommation des ménages**, il faut comparer

- L'évolution de ce qu'ils peuvent dépenser (le RDB)

avec

- L'évolution des prix des produits qu'ils achètent

=> C'est la prise en compte de ces 2 éléments qui permet de **mesurer l'évolution du pouvoir d'achat** des ménages

A lire

Dossier INSEE référence : « Quelle(s) mesure(s) du pouvoir d'achat ? »

Enjeu du document : Comprendre pourquoi il y a un décalage entre la perception qu'ont les ménages de l'évolution de leur pouvoir d'achat et la mesure qu'en fait l'INSEE

Questions à traiter (après avoir lu remarques préalables à la diapo suivante)

1. Quelles sont les différentes mesures du pouvoir d'achat proposées par l'INSEE ?
2. Que montrent les agrégats de l'INSEE quand à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages ?
3. Comment expliquer qu'entre 2007 et 2018 les ménages résidents aient eu le sentiment que leur pouvoir d'achat avait baissé alors que les données de l'INSEE montrent le contraire ?

Remarques préalables à la lecture du document

- Le RDB des ménages prend en compte un autre revenu que ceux que nous avons précédemment évoqués : les loyers imputés nets soit les loyers économisés par les propriétaires occupants après déduction des intérêts de remboursement des emprunts immobiliers

- Ce qui mesure la valeur des biens et services achetés par les ménages pour répondre à leurs besoins est la dépense de consommation finale. L'indice du niveau général des prix utilisé pour mesurer l'évolution du pouvoir d'achat des ménages est donc celui de la dépense de consommation finale des ménages et non l'IPC qui mesure le taux d'inflation

4.3. La consommation et l'épargne

- **La consommation**

Consommation des ménages = **Consommation finale** \Leftrightarrow des biens et des services qui ont vocation à satisfaire leurs besoins

\Rightarrow La consommation finale des ménages **se différencie des consommations intermédiaires** des EI, des SF et des SNF

L'INSEE mesure la consommation finale à partir de 2 agrégats

- La **dépense de consommation finale** des ménages (DCF)
- La **consommation effective** des ménages (CE)

Dépense de consommation finale des ménages (DCF)

« Les dépenses de consommation finale des ménages comprennent les **dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins**. Les produits correspondants ne sont pas stockés, mais considérés comme consommés au moment de leur achat, même s'ils sont durables (voitures, électroménagers, meubles, etc.).

Les dépenses de consommation finale des ménages **incluent la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels**. Elles **incluent également les loyers imputés qui sont les services de logement produits par les propriétaires qui occupent leur propre logement** et qu'ils se versent fictivement à eux-mêmes. »

DCF

=

Valeurs de tous les **B&S achetés par les ménages pour satisfaire leurs besoins**

+ **Participations financières** des ménages **aux transferts en espèce ou en nature** dont ils sont les bénéficiaires

+ **Loyers imputés**

Consommation effective des ménages (CE)

« La consommation effective des ménages **inclut tous les biens et les services acquis par les ménages résidents pour la satisfaction de leurs besoins, que ces acquisitions aient fait, ou non, l'objet d'une dépense de leur part.** La consommation effective des ménages **comprend donc, en plus** des biens et des services acquis par leurs propres **dépenses de consommation finale, les biens et les services qui,** ayant fait l'objet de dépenses de consommation individuelle des administrations publiques ou des ISBLSM, **donnent lieu à des transferts sociaux en nature** de leur part **vers les ménages.** »

$$\begin{aligned} & \mathbf{CE \text{ des ménages}} \\ & = \\ & \mathbf{DCF \text{ des ménages}} \\ & + \mathbf{DC \text{ individualisables des APU et des ISBL}} \end{aligned}$$

Quelques agrégats pour mesurer la consommation des ménages en 2019

RDB : 1 474 milliards d'euros

DCF : 1 253 milliards d'euros

CE : 1 668 milliards d'euros

=> On en déduit que

DC individualisables des APU + DC individualisables des ISBL

= 1 668 – 1 253 = 415 milliards d'euros

Remarque

RDB ménages + DC individualisables des APU + DC individualisables des ISBL = RDBA des ménages

= 1 474 + 415 = 1 889 milliards d'euros

Les évolutions de la répartition de la consommation finale

Consommation finale effective des ménages par fonction

		1959		2019	
		Montant	Répartition	Montant	Répartition
01	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	6,2	25,9	165,6	13,2
02	Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	1,8	7,4	48,2	3,8
03	Articles d'habillement et chaussures	2,8	11,8	44,9	3,6
04	Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	2,6	10,9	332,1	26,5
05	Meubles, articles de ménage et entretien courant du foye	2,1	8,6	57,9	4,6
06	Santé	0,6	2,5	50,5	4,0
07	Transports	2,5	10,4	178,8	14,3
08	Communications	0,1	0,6	29,2	2,3
09	Loisirs et culture	1,6	6,9	100,3	8,0
10	Enseignement	0,1	0,3	6,2	0,5
11	Restaurants et hôtels	1,6	6,8	96,9	7,7
12	Biens et services divers	1,7	7,3	156,8	12,5
15	Solde territorial	0,2	0,8	-14,0	-1,1
Total 01 à 15	Dépense de consommation finale des ménages	24,0	100	1 253,2	100
	Dépense de consommation finale des ménages	24,0	85,3	1 253,2	75,1
13	Dépense de consommation individuelle des ISBL	0,7	2,6	50,0	3,0
14	Dépense de consommation individuelle des APU	3,4	12,1	365,0	21,9
Total	Consommation finale effective des ménages	28,2	100	1 668,2	100

Solde territorial : différence entre ce que consomment les étrangers en France et ce que les français consomment à l'étranger

Milliards d'euros

Source : Comptes nationaux - Base 2014, Insee

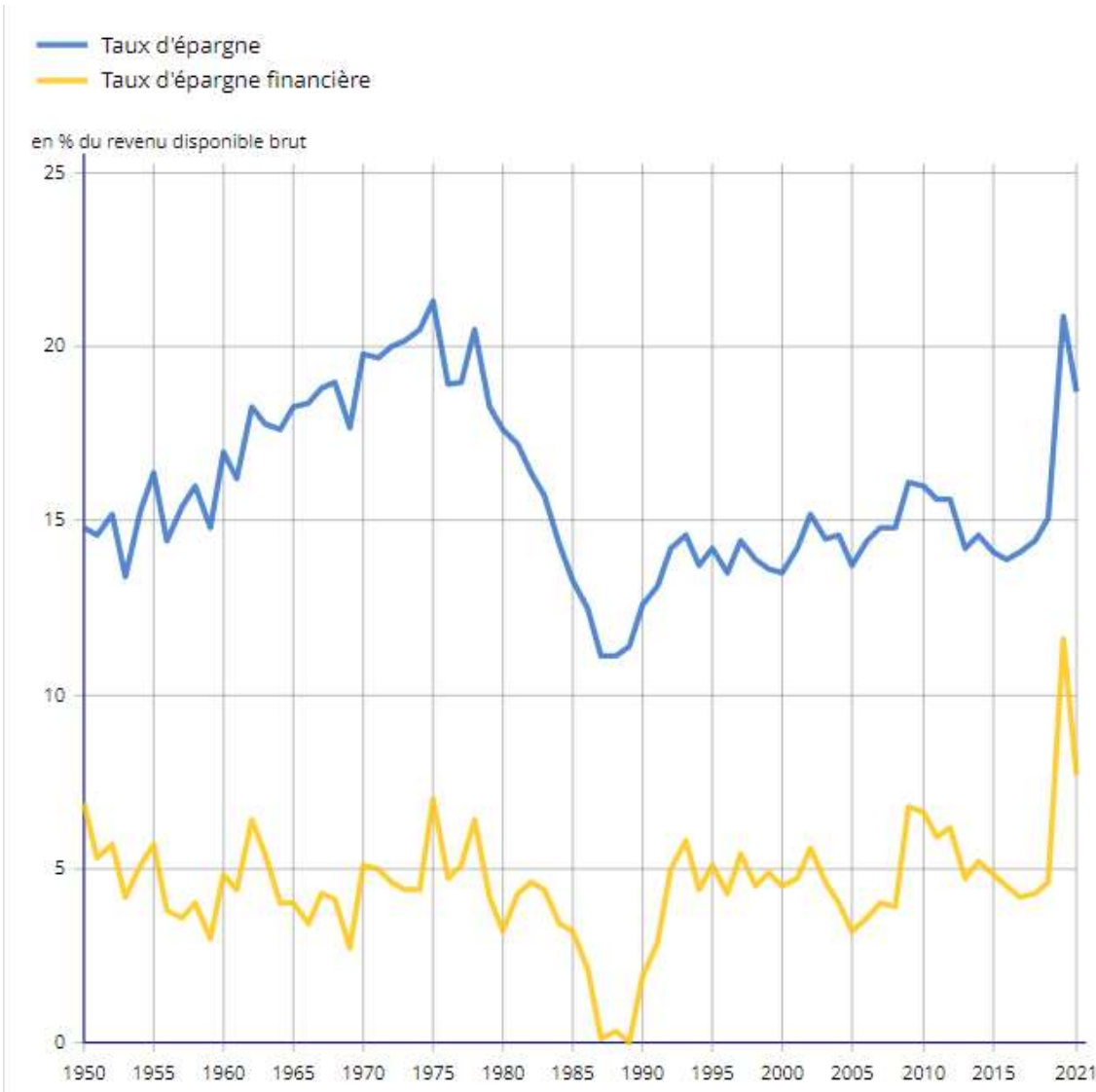
Pour compléter ces analyses : document INSEE sur cahier de prepa « **la consommation des ménages depuis 50 ans** »

Présentation sous forme de carte mentale du contenu du document par

Groupe 1	Groupe 2
Mathilde Anush Yasmine Yassmine	Nora-Kenza Eva Djenaba Samia Miova Rasha

• L'épargne

Evolution du taux d'épargne des ménages



Lecture : en 2021, le taux d'épargne des ménages est égal à 18,7 % du revenu disponible brut.

Champ : France, ménages y compris entrepreneurs individuels.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

4.4. Les autres fonctions des ménages

- La production marchande des entrepreneurs individuels

Répartition des entrepreneurs individuels immatriculés par sexe et secteur d'activité en 2021

en %			
Secteur d'activité	Femmes	Hommes	Ensemble
Industrie	2,9	2,3	5,2
Construction	0,2	6,6	6,8
Commerce	8,8	7,5	16,4
Transports et entreposage	1,5	13,5	15,0
Hébergement et restauration	1,0	1,7	2,7
Information et communication	1,3	3,6	4,9
Activités financières et d'assurance, activités immobilières	1,6	1,8	3,4
Activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien aux entreprises	10,4	11,6	22,0
Enseignement, santé humaine et action sociale	7,5	4,2	11,7
Autres activités de services aux ménages	8,1	3,9	12,0
Ensemble	43,3	56,7	100,0

Lecture : en 2021, parmi l'ensemble des immatriculations d'entrepreneurs individuels, 11,6 % ont été réalisées par des hommes dans le secteur des activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien aux entreprises.

Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

- **La production pour emploi final propre**

Définition

« Biens ou services qu'une unité institutionnelle produit et conserve pour sa consommation finale ou sa formation brute de capital fixe »

La PFEP est essentiellement le fait des ménages

Elle a atteint 220 milliards d'euros en 2021 pour ce SI

Alors que la PEFP cumulée des autres SI qui réalisent une PEFP (SNF, SF, APU) était de 94,4 milliards d'euros

La PEFP des ménages comprend

- La production de services de logement par les propriétaires occupants
- L'emploi de personnel domestique salarié
- La production agricole auto-consommée (pour les curieux INSEE FOCUS n° 236, paru le 19/05/2021)

II. Éléments de cadrage sur la comptabilité nationale

1. Définition, objectifs et évolutions de la comptabilité nationale

1.1. Définition

La comptabilité nationale est une **maquette intelligible de l'économie nationale**

Ne pas confondre l'information statistique nationale et la comptabilité nationale

- L'INSEE, différents ministères, la Banque de France, les entreprises privées, les collectivités locales, ... produisent des statistiques nationales

- La comptabilité nationale utilise ensuite ces statistiques pour construire une vue globale et organisée de l'économie nationale

La comptabilité nationale crée une représentation schématique de l'économie

=> Elle est nécessairement fondée sur des choix théoriques, qui peuvent être débattus et modifiés

=> Cela passe par l'élaboration des « comptes nationaux »

La loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 a créé **l'Autorité de la Statistique publique**, dont la mission est « de veiller au respect du principe d'indépendance professionnelle dans la conception, la production et la diffusion des statistiques publiques » (INSEE)

1.2. Les fonctions de la comptabilité nationale

4 fonctions

1. L'organisation et la collecte d'informations statistiques qui émanent des agents « individuels »

2. La production de statistiques agrégées (au niveau national) \Leftrightarrow construction d'agrégats (le PIB, le taux d'inflation, le taux de chômage, ..)

3. La représentation du « circuit économique » pour décrire les relations causales entre les différents agrégats macroéconomiques

4. La production de prévisions

1.3. Les origines de la comptabilité nationale

À lire : article de Jean-Marc Vittori sur cahierdeprepa

Synthèse de ce que nous apprend cet article quant aux origines de la CN

- Le besoin de comptabiliser la richesse produite vient de préoccupations politiques

Au 17^{ème} l'enjeu est ...

À partir du début du 20^{ème} siècle ce 1^{er} enjeu est complété par ...

- Évaluer la richesse qui circule sur le territoire national repose sur des approches différentes

Celle de William Petty

Celle de François Quesnay

Celle d'Adam Smith

Celle de Simon Kuznets

Celle de John-Maynard Keynes

- **Les précurseurs de la comptabilité nationale**

Le recensement de la population depuis la Haute Antiquité

Les estimations du revenu national depuis le milieu du 17ème siècle

Des organismes dédiés aux statistiques depuis 1800

- **La véritable naissance de la comptabilité nationale**

Une révolution idéologique et théorique : une nouvelle conception du rôle de l'État

John Maynard Keynes, *Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie*, 1936

Une révolution technique

Travaux de Colin Clark et de Simon Kuznets

Wassily Leontief à l'origine des Tableaux Entrées-Sorties (1936)

Le système articulé de comptes de Richard Stone et John Meade (1941)

1.4. L'harmonisation des cadres comptable nationaux

France		Union européenne		ONU
1833 : Bureau de la statistique publique				
1840 : SGF				
2 ^{ème} Guerre mondiale : Service national des statistiques				
1946 : INSEE				
▲ Système de CN en avance sur RDM ----- Fin particularisme français ▼		1950 : Système simplifié de comptabilité nationale		1953 : SCN (1er système de comptabilité nationale)
		1952 : Système normalisé de comptabilité nationale dans le cadre de l'OECE		
1976 : SECN (Système élargi de CN)	◀ adaptation ▶	1970 : Système européen de compte 70 (SEC 70)	◀ adaptation ▶	1968 : redéfinition du SCN ¹
SEC 95		SEC 95 application obligatoire dans l'UE à partir 1996	◀ adaptation ▶	1993 SCN 93
SEC 2010 appliqué à partir de 2014		SEC 2010 mis en place en 2014	◀ adaptation ▶	2008 : SCN 2008 ²
SEC 2014 appliqué à partir de 2018				
SEC 2020 appliqué à partir de 2024		2020 : SEC 2020 mis en 2024		

1.5. L'adaptation constante des cadres comptables nationaux

- **Les évolutions de la mesure de la richesse créée**

Le SCN de 1993 permet une meilleure prise en compte de la richesse produite par les services financiers

Le SEC 95 intègre certains investissements immatériels à la mesure de l'investissement (FBCF)

Le SEC 2010 poursuit l'élargissement de la mesure de l'investissement

Un **changement de base** correspond à des changements apportés soit dans la **définition des agrégats économiques** soit dans la **manière de les enregistrer** soit **les 2**

Illustrations : le passage à la base 2010

Questions à traiter à partir du document INSEE « Le niveau du PIB est révisé de + 3,2 % en base 2010 », 2014

1. Pour quelles raisons la comptabilité nationale effectue-t-elle régulièrement des changements de base ?
2. Quelles modifications la comptabilisation de la FBCF a-t-elle connues avec le passage au SEC 2010 ? Quel impact cela a-t-il eu sur le PIB ?
3. Quelle modification la comptabilisation des échanges avec l'extérieur a-t-elle connue avec le passage au SEC 2010 ? Quelles estimations de données ont été impactées par cette modification ? Y a-t-il eu un impact sur l'estimation du PIB ?
4. Comment le nouveau traitement des régimes de retraite par répartition a-t-il affecté le compte des administrations publiques ?

Les enjeux du passage à la base 2014 (en 2018)

1. **Améliorer la qualité de l'estimation par les revenus du PIB** grâce à la mobilisation de nouvelles sources de données (exemple les données fiscales des ménages et des entreprises)

2. **Améliorer la fiabilité des agrégats mesurant les échanges avec l'extérieur** car il y avait de très gros écarts entre l'estimation de la balance des paiements faite par l'INSEE et celle réalisée par la Banque de France

3. **Intégrer au PIB la richesse créée par les activités liées au trafic de stupéfiants**

Pour être enregistrée dans le PIB, une activité doit

- Laisser une trace monétaire
- Être librement consentie par les personnes qui échangent

=> Des activités illégales peuvent être enregistrées dans le PIB mais pas toutes les activités illégales

Les enjeux du passage à la base 2020 (en mai 2024)

Base 2020 a conduit l'INSEE à revoir ses méthodes d'estimations et ses sources pour améliorer la comparabilité de l'économie française avec les économies européennes

Un changement de base en 1^{er} lieu appliqué aux données de 2019

Il a conduit à

- Réduire l'estimation du PIB de la France de 0,2 %.
- Augmenter l'estimation du RNB de 0,6 %

Méthodes d'estimation : l'INSEE

- Mesure mieux **activités de R&D et de production de logiciels**
- **A modifié l'enregistrement de certains impôts, crédits d'impôts et subventions**
- **Evalue mieux dans le domaine de l'action sociale** ce qui est produit par les APU, par des entreprises non financières et par les ménages employeurs de personnel à domicile

Pour les sources, quelques exemples

- Prise en compte des **2 dernières enquêtes logement** (2013 et 2020) a permis de réviser à la hausse les loyers réels et les loyers imputés des ménages
- Exploitation d'une **base de données sur les redressements fiscaux** de la Direction générale des finances publiques a conduit l'INSEE à réviser à la baisse l'activité dissimulée des entreprises déclarées

Pour les curieux ou pour ceux qui voudraient aller plus loin
Document sur cahierdeprepa INSEE « Les comptes nationaux passent en base 2020 »

- **Une réflexion plus profonde sur les fondements de la comptabilité nationale**

Des débats sur la définition et la mesure de la richesse ...

cf point 1.4 et étude de la base 2010 au point 1.5

... mais aussi sur l'utilité même du PIB

Critiques internes

Le PIB mesure mal ce qu'il est censé mesurer

Critiques externes

Le PIB n'est plus un indicateur pertinent

2. Méthodes et cadre d'analyse de la comptabilité nationale

2.1. Le cadre d'étude de la comptabilité nationale

- **Le cadre temporel (quand?)**

Les comptes nationaux sont publiés pour chaque année civile

La publication des comptes d'une année t se fait en juin de l'année $t+1$: ce sont les comptes provisoires

En juin $t+2$ sont publiés les comptes semi-définitifs de l'année t

En $t+3$ sont publiés les comptes définitifs de l'année t

- **Le cadre spatial (où ?)**

Économie nationale au sens de la comptabilité nationale

=

Territoire géographique de la métropole

+ DROM

+ Enclaves territoriales françaises à l'étranger

– Enclaves extraterritoriales (ambassades et consulats étrangers en France)

+ Espace aérien

+ Eaux territoriales

+ Gisements situés dans les eaux internationales exploités par des unités résidentes

- **Le critère d'appartenance à l'économie nationale (qui ?)**

Unité institutionnelle

« Centre élémentaire de décision économique caractérisé par **une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale**. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique. Les unités institutionnelles sont regroupées en secteurs institutionnels. »

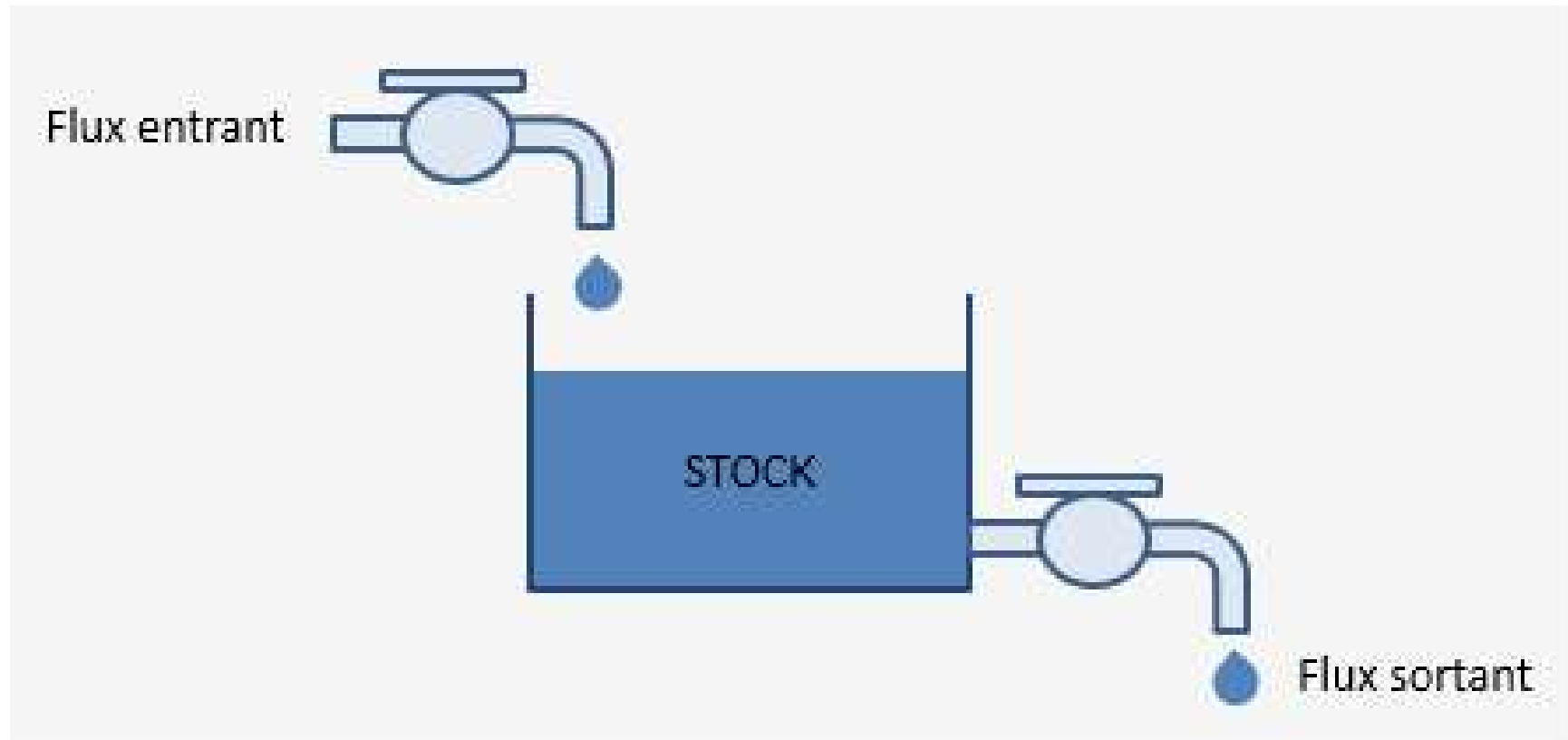
INSEE

Unité institutionnelle résidente

Tout **agent économique qui exerce des opérations économiques pendant un an au moins sur le territoire national**

=> Le critère de résidence n'est pas basé sur la nationalité

- **Une comptabilité de flux**



Le type de flux comptabilisés

Principalement des flux donnant lieu à de la circulation monétaire

3 types de flux

Des flux **réels**

Des flux **monétaires**

Des flux **financiers**

- **L'unité de mesure**

Une augmentation de la valeur de la production ne vient pas nécessairement d'une augmentation de son volume

Économie 1							
Année N	Quantité	Prix unitaire	Valeur	Année N+1	Quantité	Prix unitaire	Valeur
Abonnement internet	6	30	180	Abonnement internet	12	30	360
1kg pommes de terre	10	1	10	1kg pommes de terre	20	1	20
Production nominale			190	Production nominale			380
Production réelle			190	Abonnement internet au prix de l'année N	12	30	360
				1kg pommes de terre	20	1	20
				Production réelle (aux prix de l'année N)			380

Économie 2							
Année N	Quantité	Prix unitaire	Valeur	Année N+1	Quantité	Prix unitaire	Valeur
Abonnement internet	6	30	180	Abonnement internet	3	120	360
1kg pommes de terre	10	1	10	1kg pommes de terre	5	4	20
Production nominale			190	Production nominale			380
Production réelle			190	Abonnement internet au prix de l'année N	3	30	90
				1kg pommes de terre	5	1	5
				Production réelle (aux prix de l'année N)			95

2.2. L'analyse de l'économie nationale sous forme d'un circuit

L'INSEE utilise 2 modes de regroupement qui reposent sur 2 nomenclatures

- Une **nomenclature par fonction** des unités résidentes pour l'analyse des opérations sur les produits

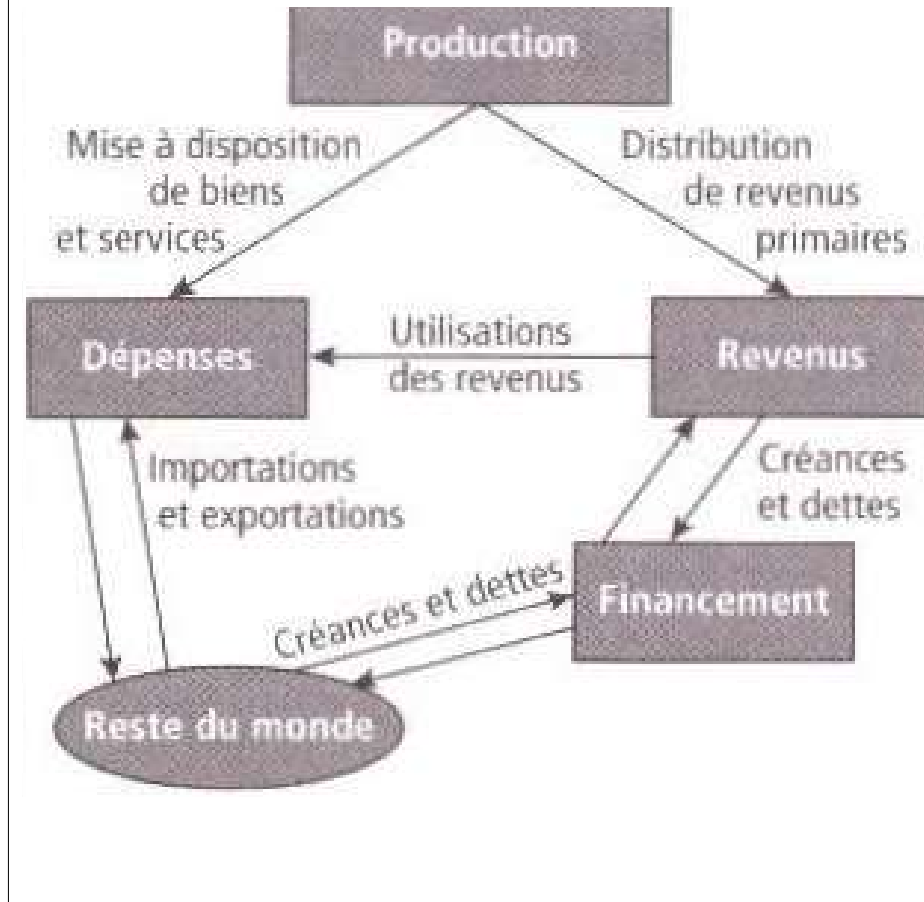
=> **Approche par la production** et **approche par la demande** de l'économie nationale

- Une **nomenclature institutionnelle des unités résidentes** pour l'analyse de la répartition des revenus dans l'économie nationale

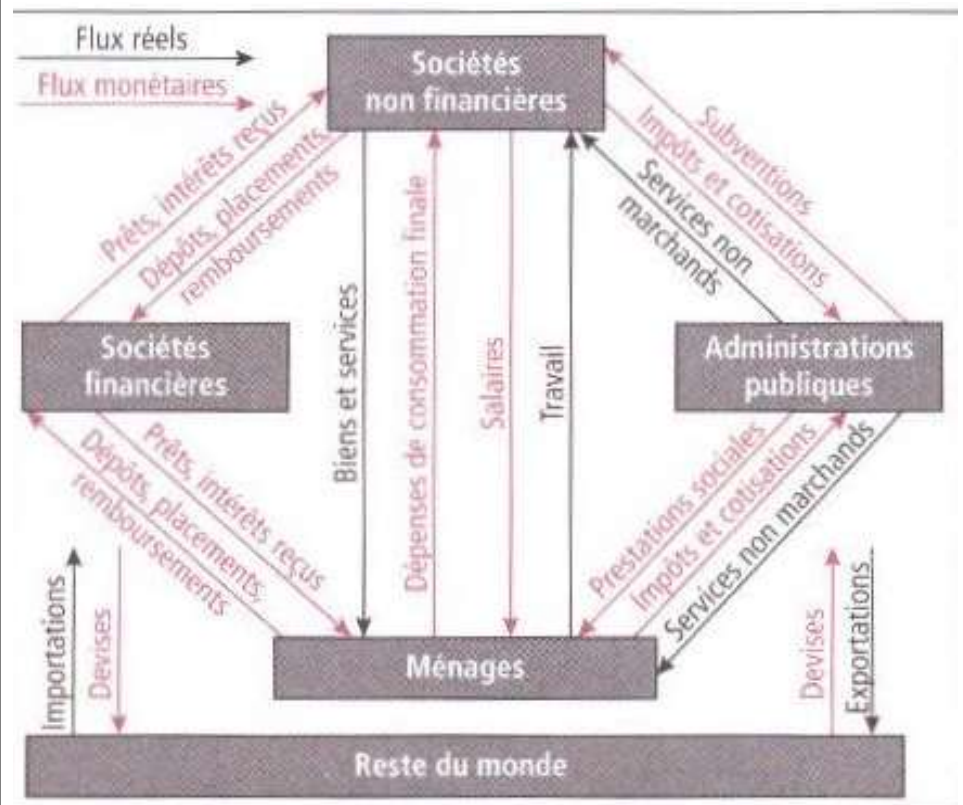
=> **Approche par les revenus** de l'économie nationale

Deux représentations du circuit économique

Selon les opérations économiques

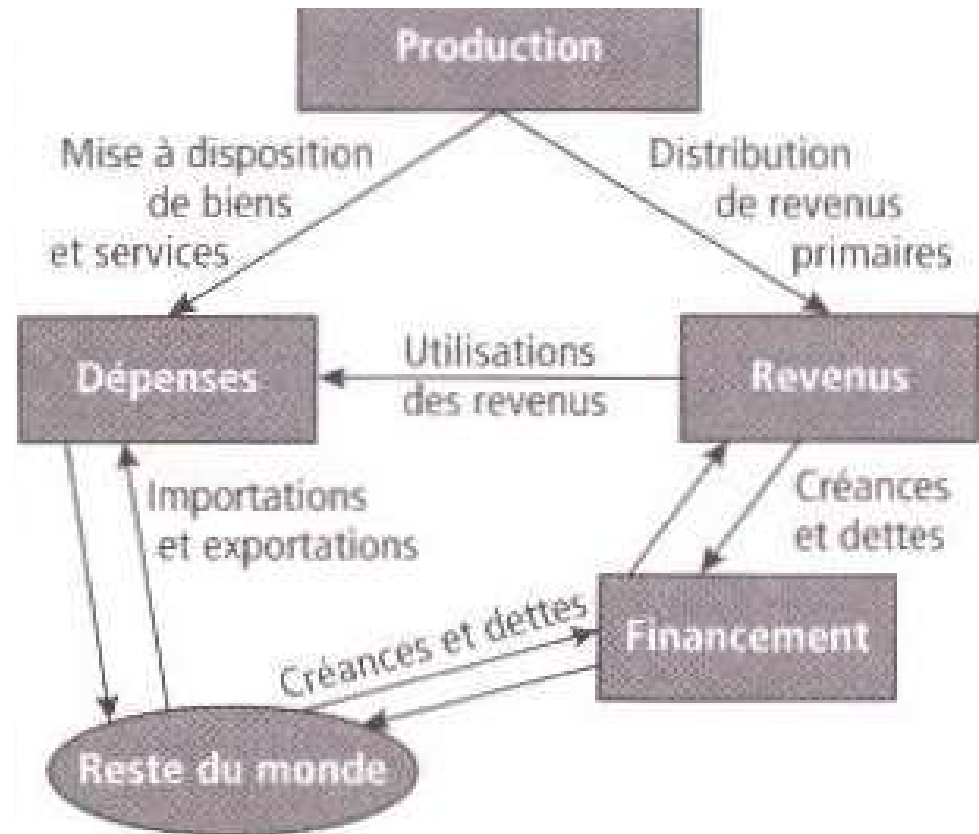


Selon les agents économiques



Michel Bernard (Dir.), *Économie aux concours des grandes écoles ESH*, Nathan, 2021.

- **Le circuit économique selon les opérations économiques**



Dans cette représentation la CN a défini **4 grands types d'opérations économiques** : **produire**, **distribuer des revenus**, **dépenser** et **se financer auprès du reste du monde** quand les revenus distribués sur le territoire ne couvrent pas les dépenses de l'économie nationale

Cette **approche par les fonctions économiques permet de distinguer 3 types d'opération économique**

1. Des **opérations sur les produits**

=> Tableau des entrées et sorties (TES)

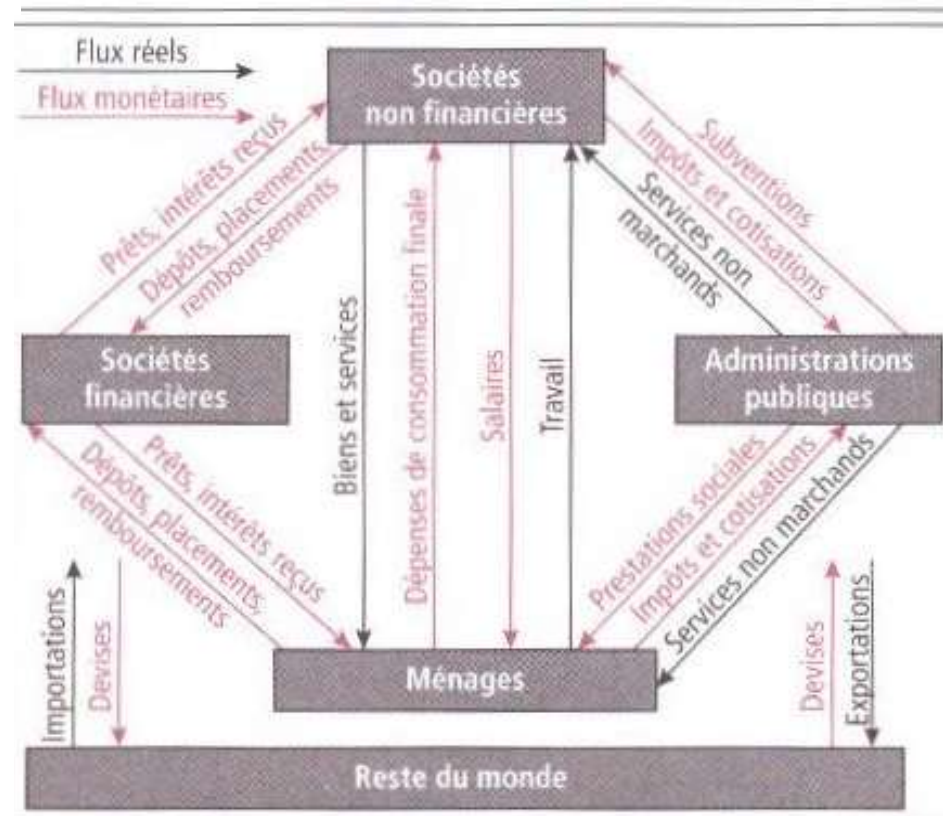
2. Des **opérations de répartition**

=> Tableau économique d'ensemble (TEE)

3. Des **opérations financières**

=> Tableau des opérations financières (TOF) (hors programme)

- **Le circuit économique selon les agents économiques**



Les unités institutionnelles, sont regroupés en **6 secteurs institutionnels** (attention, il n'y en a que 5 sur le document), **en fonction de l'origine de leurs revenus et de leur activité économique principale**

Exemple le SI des ménages regroupe les unités institutionnelles (UI) dont

- **Fonction principale : consommation et production marchande** dans le cadre d'entreprises individuelles
- Origine des revenus : **revenus du travail** (exemple : salaires) **et du capital** (exemple : intérêts d'un livret d'épargne) **et transferts en provenance des autres SI** (exemple : allocations familiales), **ainsi que par les produits de la vente** pour les entreprises individuelles

5 secteurs institutionnels sont composés d'UI résidentes

- Les **sociétés non financières** (SNF) : S.11
- Les **sociétés financières** (SF) : S.12
- Les **administrations publiques** (APU) : S.13
- Les **ménages** : S.14
- Les **ISBLSM** (ISBL) : S.15

$S.11+S.12+S.13+S.14+S.15 = S.1$, l'**économie nationale**

Le **6^{ème} SI**, nommé S.2 est le **reste du monde**

Approche de l'économie comme un circuit manifeste influence keynésienne (**approche macroéconomique**) car elle permet de saisir l'interdépendance des agents économiques (regroupés en SI)

Cette approche macroéconomique **repose sur 3 hypothèses**

1. Les agents économiques n'existent pas de manière autonome, ils dépendent les uns des autres par leurs échanges
2. Ces échanges peuvent être formalisés, schématisés : on peut donner une vision d'ensemble de l'économie nationale
3. Ce qui est dépensé par l'un est gagné par l'autre, rien ne se perd, tout se retrouve

Cette **représentation s'oppose à la démarche microéconomique** qui conduit à représenter l'économie nationale sous la forme de marchés interdépendants, une représentation proposée notamment dans le cadre de la « théorie de l'équilibre général » de Léon Walras

Définition

La comptabilité nationale est « une représentation globale, détaillée et chiffrée de l'économie nationale dans un cadre comptable »

P. Piriou, J. Bournay et V. Biauxque, *La comptabilité nationale*, 2019

Suite du plan du chapitre

III. La production ou l'approche par les produits de l'économie nationale

IV. La dépense ou l'approche par la demande de l'économie nationale

V. La répartition ou l'approche par les revenus de l'économie nationale

VI. Les limites du PIB et les autres indicateurs de richesse et de bien-être

III. La production ou l'approche par les produits de l'économie nationale

1. Les conventions de l'approche par les produits polycopié 2

1.1. Le concept de produit en comptabilité nationale

À retenir

La nomenclature des produits permet de construire une représentation synthétique des biens et services nouveaux sur le territoire et de la manière dont ils ont été utilisés

C'est à partir de ces produits que sont construites les branches

- Dans le TES de l'économie fictive donnée en exemple il y a 2 produits donc 2 branches en plus de la branche des transports et du commerce qui sont les seules branches à ne pas produire de produit

- Dans la version simplifiée du TES de 2017 il y a 5 produits et 7 branches

- Le TES tel qu'il est établi par l'INSEE contient :

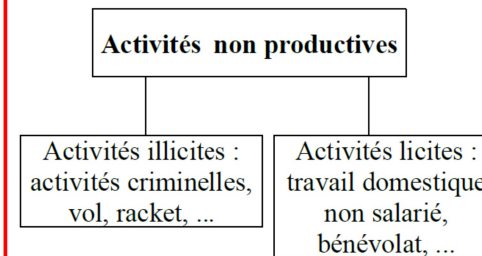
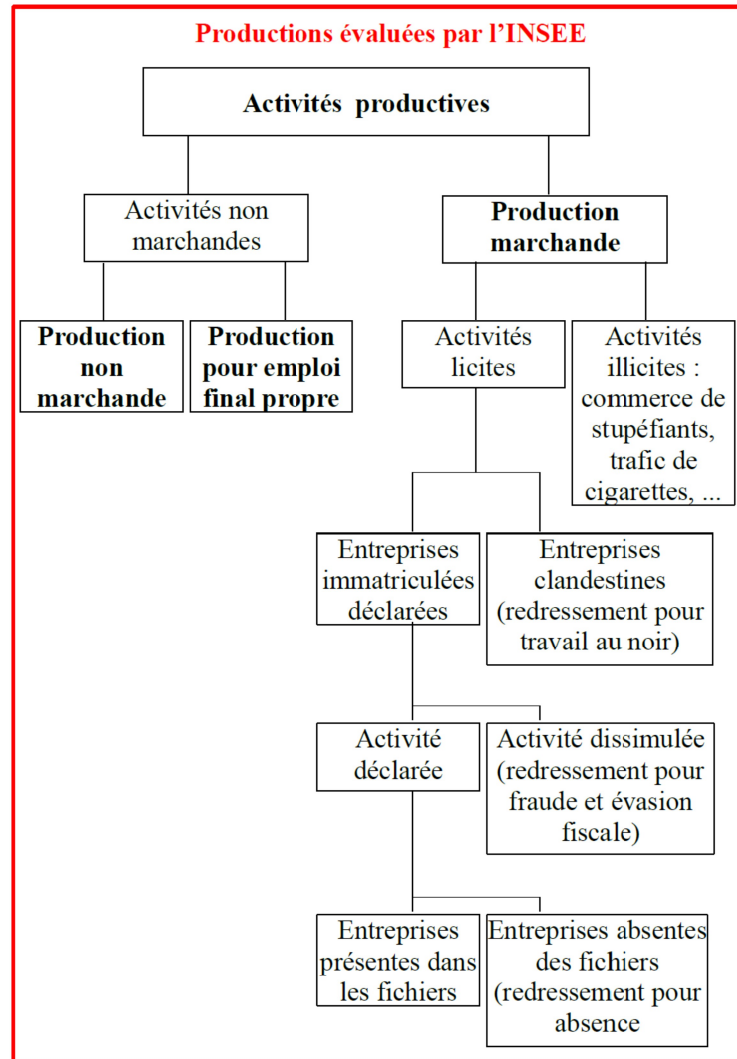
Dans sa version la plus synthétique : 17 produits et 19 branches

Dans une version plus détaillée : 38 produits et 40 branches

1.2. La mesure de la production de produits

À retenir

L'INSEE essaie d'avoir la mesure la plus complète de l'activité productive



Que représente le rectangle rouge ?

Quels sont les points communs de toutes ces activités productives ?

2. Les principes de construction du tableau des entrées-sorties **polycopié 2**

2.1. L'équilibre ressources-emplois en produits

À retenir

Pour chaque produit une équation comptable est vérifiée

Production + Importations

+ Marge commerciale + Marge de transport + Impôts sur pt – subventions sur pt

=

CI + CF + FBCF

+ Variation de stocks + Aquisitions nettes de cessions (si OV) + Exportations

Cette équation pourrait aussi s'écrire :

Ressources en produit aux prix ...

= (Emplois intermédiaires + Emplois finals du produit) aux prix ...

Cet équilibre comptable est assuré par ...

L'équilibre ressources-emplois de l'ensemble des produits qui ont circulé sur le territoire est donné par le TES

2.2. Deux exemples simplifié de TES

Tableau des entrées-sorties (en milliards d'euros)													
Ressources						Emplois intermédiaires				Emplois finals			
P°	MT	MC	IP-SP	M°	Total		B1	B2	Total CIP	CF	FBC F	X°	Total
200	25	25	0	50	300	1	40	60	100	100	80	20	200
190	10	50	150	200	600	2	15	50	200	50	200	150	400
							0						
390	35	75	150	250	900	Total CIB	19	11	300	150	280	170	600
							0	0					

Des questions sur l'exemple simplifié de TES ?

Tableau ressources en produits

Tableau entrées intermédiaires

Tableau emplois finals

PP*	IM*	MT	MC	IP	SP	Total Ressources
75,9	14,7	1,8	22,4	2,2	- 1,3	115,7
947,5	538,5	29,2	349,3	149,3	- 9,2	2 004,7
288,1				25,5		313,6
2 143,7	142,4	- 31,0	- 371,7	92,0	- 10,9	1 964,5
573,3	0,7			2,0		576,0
36,7						36,7
4 028,5	733,0			271,0	- 21,4	5 011,1

Branches Produits	1	2	3	4	5	Total CIP*
	1. Agriculture	17,0	39,5	0,3	2,5	0,2
2. Industrie	28,2	467,6	82,8	192,2	55,6	826,4
3. Construction	0,4	4,1	49,4	13,2	7,4	74,6
4. Services pm	5,4	121,5	41,9	756,3	70,6	995,6
5. Services pnm	0,1	5,3	1,0	13,7	10,2	30,4
Correction territoriale						
Total CIB*	51,0	638,0	175,4	978,0	144,0	1 986,4

DC MEN	DC ind. APU	DC coll. APU	DC ind. ISBL	FBC TOT	EXP	Total emp. fin.
36,1				5,7	14,4	56,2
536,0	31,4			131,0	180,0	1 178,3
19,1				219,9		239,0
553,4	43,8	12,4	19,5	181,4	158,4	968,9
64,3	278,0	173,8	28,6		0,8	545,6
- 12,7					54,4	36,7
1 191,3	353,2	186,3	48,1	537,9	708,0	3 024,7

VAB	34,6	285,8	112,1	1 150,0	459,6	2 042,1
Rémunération des salariés	10,7	159,8	72,3	605,9	347,4	1 196,0
EBE et revenu mixte brut	31,0	115,8	38,1	495,8	105,9	786,5
Autres impôts nets sur la production	- 7,1	10,3	1,7	48,3	6,4	59,6

PB*	85,6	923,8	287,5	2 127,9	603,7	4 028,5
Total des transferts	- 9,7	23,6	0,6	15,8	- 30,3	
PP*	75,9	947,5	288,1	2 143,7	573,3	4 028,5

- * IM : importations corrigées CAF/FAB.
- * PP : production des produits.
- * PB : production des branches.
- * CIP : consommation intermédiaire des produits.
- * CIB : consommation intermédiaire des branches.

Des questions sur la présentation simplifié du TES de la France en 2017 ?

Entraînement à la lecture et à l'utilisation du TES

PP*	IM*	MT	MC	IP	SP	Total Ressources	Branches	1	2	3	4	5	Total CIP*	DC MEN	DC ind. APU	DC coll. APU	DC ind. ISBL	FBC TOT	EXP	Total emp. fin.
75,9	14,7	1,8	22,4	2,2	-1,3	115,7	1. Agriculture	17,0	39,5	0,3	2,5	0,2	59,5	36,1				5,7	14,4	56,2
947,5	538,5	29,2	349,3	149,3	-9,2	2 004,7	2. Industrie	28,2	467,6	82,8	192,2	55,6	826,4	536,0	31,4			131,0	480,0	1 178,3
288,1				25,5		313,6	3. Construction	0,4	4,1	49,4	13,2	7,4	74,6	19,1				219,9		239,0
2 143,7	142,4	-31,0	-371,7	92,0	-10,9	1 964,5	4. Services pm	5,4	121,5	41,9	756,3	70,6	995,6	553,4	43,8	12,4	19,5	181,4	158,4	968,9
573,3	0,7			2,0		576,0	5. Services pnm	0,1	5,3	1,0	13,7	10,2	30,4	64,3	278,0	173,8	28,6		0,8	545,6
36,7						36,7	Correction territoriale							-17,7					54,4	36,7
4 028,5	733,0			271,0	-21,4	5 011,1	Total CIB*	51,0	638,0	175,4	978,0	144,0	1 986,4	1 191,3	353,2	186,3	48,1	537,9	708,0	3 024,7

1. Précisez la signification des données entourées dans le TES

VAB	34,6	285,8	112,1	1 150,0	459,6	2 042,1
Rémunération des salariés	10,7	159,8	72,3	605,9	347,4	1 196,0
EBE et revenu mixte brut	31,0	115,8	38,1	495,8	105,9	786,5
Autres impôts nets sur la production	-7,1	10,3	1,7	48,3	6,4	59,6
PB*	85,6	923,8	287,5	2 127,9	603,7	4 028,5
Total des transferts	-9,7	23,6	0,6	15,8	-30,3	
PP*	75,9	947,5	288,1	2 143,7	573,3	4 028,5

- * IM : importations corrigées CAF/FAB.
- * PP : production des produits.
- * PB : production des branches.
- * CIP : consommation intermédiaire des produits.
- * CIB : consommation intermédiaire des branches.

2. Retrouver l'équilibre ressources-emplois des services principalement non marchands
3. Quel a été le montant de la consommation intermédiaire de l'agriculture en produits industriels ?
4. Quel a été le montant des consommations intermédiaires de la branche des services non marchands ?
5. Calculez le PIB de l'économie française en 2017 à partir de ce tableau

Remarque : pourquoi fait-on la somme des emplois finals et pas celle des emplois finals et des emplois intermédiaires pour calculer le PIB ?

Partons de l'équilibre des ressources et des emplois

Σ productions de produits + Σ importations + Σ marges commerciales
+ Σ marges de transport + Σ impôts sur les produits – Σ subventions
sur les produits
= Σ consommations intermédiaires des produits + Σ emplois finals de
produits

Or on a

Σ marges commerciales = production de la branche commerce
et Σ marges de transport = production de la branche transport

donc

Σ productions de produits + Σ marges commerciales + Σ marges de
transport = Σ productions des branches

Par ailleurs

Σ consommations intermédiaires des produits = Σ consommations intermédiaires des branches

On a donc

Σ productions des branches + Σ importations + Σ impôts sur les produits – Σ subventions sur les produits
= Σ consommations intermédiaires des branches + Σ emplois finals de produits

En modifiant l'agencement de cette égalité on obtient

Σ productions des branches - Σ consommations intermédiaires des branches + Σ impôts sur les produits – Σ subventions sur les produits
= Σ emplois finals de produits - Σ importations

On reconnaît en gris la VAB d'où

Σ VAB + Σ impôts sur les produits – Σ subventions sur les produits
= Σ emplois finals de produits - Σ importations

On reconnaît en jaune le calcul du PIB par la production d'où

PIB = Σ emplois finals de produits - Σ importations

3. Les utilisations du tableau des entrées-sorties

3.1. Lecture et analyse du TES 2022 de la France

Traiter les questions suivantes à partir de l'analyse du TES de la France de 2022

1. Où apparaissent les 5 grandes branches de l'économie française dans le TES ?
2. Quels ont été les poids respectifs de la production marchande, de la production non marchande et de la production pour emploi final propre dans la production totale de richesses en 2022 ?
3. Quels ont été les poids des différentes branches de l'économie dans la production de richesses nouvelles en 2022 ?
4. Montrez à l'aide des données du TES que nous sommes dans une économie de services.
5. Quel a été le PIB de la France en 2022 ?
6. Précisez la signification des données de la ligne total du tableau des emplois finals qui vous paraissent intéressantes
7. Que nous apprennent les données de la colonne « FBCF totale » ?

3.2. La description de l'économie à partir de tableaux issus du TES : le TES symétrique et la matrice des coefficients techniques

- **La matrice des coefficient technique**

Le TES permet de décrire l'interdépendance entre les branches à l'aide de coefficients technico-économiques calculés à partir du tableau des entrées intermédiaires et du compte de production des branches

Coefficients techniques par branche évalués à prix courants, en niveau A17 (en %)
2022

Produit	Branche	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	FZ	GZ	HZ	IZ	JZ	KZ	LZ	MN	OQ	RU	Total CI produit
AZ	Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	19,4	0,0	27,1		0,0		0,7	0,0	0,0		2,7	0,0	0,0		0,0	0,0	0,1	1,6
DE	Produits industriels (hors produits manufacturés et travaux de construction)	2,3	67,4	3,6	62,9	1,8	1,0	6,6	1,9	1,8	1,6	4,8	1,6	0,4	0,9	1,3	2,2	2,9	6,7
C1	Produits des industries alimentaires, boissons et produits à base de tabac	9,4	0,1	22,6	0,3	0,2	0,1	1,6	0,1	2,4	0,2	33,1	0,5	0,0	0,2	0,5	2,0	3,1	2,8
C2	Produits de la cokéfaction et du raffinage	4,4	1,4	0,4	6,0	0,2	0,3	2,1	2,3	1,1	9,5	0,4	0,7	0,2	0,1	1,2	0,5	1,2	1,6
C3	Équipements électriques ; produits informatiques, électroniques et optiques ; machines et équipements n.c.a.	0,5	2,2	0,8	2,3	24,1	8,2	4,6	5,3	1,8	1,2	0,4	3,9	0,2	0,2	1,6	0,8	3,1	2,6
C4	Véhicules autres matériels de transport	0,3	0,1	0,1	0,1	2,1	46,9	0,8	0,1	1,1	1,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,7	0,4	2,0
C5	Autres produits industriels	16,3	5,2	8,5	7,8	23,9	11,5	35,4	22,5	5,6	2,7	3,9	5,0	1,3	0,8	3,6	5,1	7,2	9,0
FZ	Constructions et travaux de construction	0,6	0,4	0,2	0,5	0,3	0,2	0,2	18,7	0,3	0,4	0,7	0,4	0,8	2,7	0,4	1,2	1,4	2,1
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	0,4	0,2	0,6	0,9	0,5	0,6	0,6	0,7	2,8	2,3	0,3	0,6	0,1	0,1	0,8	0,2	0,9	0,8
HZ	Services de transport et d'entreposage	0,1	1,4	2,6	1,8	1,4	1,4	2,2	0,9	6,7	19,6	0,4	1,3	1,2	0,2	1,0	1,6	2,0	2,9
IZ	Services d'hébergement et de restauration	0,0	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,8	0,6	1,3	0,8	0,5	0,1	1,0	0,7	0,9	0,6
JZ	Services d'information et de communication	0,2	0,9	0,7	1,3	1,2	1,9	1,0	0,6	3,9	1,5	1,0	18,5	7,7	0,5	4,4	1,6	3,6	3,2
KZ	Services financiers et assurances	1,9	0,5	1,0	0,9	1,3	0,7	1,3	2,3	2,7	3,4	2,2	2,6	37,6	3,2	2,6	0,9	1,9	3,8
LZ	Services immobiliers	0,0	0,3	0,5	0,3	0,6	0,6	0,7	1,0	3,9	1,0	6,2	2,1	3,3	2,9	2,6	0,8	2,0	1,8
MN	Services professionnels, scientifiques et techniques ; services administratifs et d'assistance	2,6	3,7	8,4	5,1	7,7	7,0	7,3	9,1	14,0	10,1	9,1	13,8	12,9	3,9	27,4	6,7	10,2	11,1
OQ	Services d'administration publique, de défense, de l'enseignement, de santé humaine et d'action sociale	0,1	0,2	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,4	0,6	0,2	0,7	0,6	0,0	0,5	2,3	0,4	0,6
RU	Arts, divertissement et loisirs ; autres activités de services ; activités des ménages, des organismes et organisations extraterritoriaux	0,1	0,1	0,2	0,6	0,4	0,2	0,3	0,1	0,6	0,3	0,8	1,0	0,3	0,1	0,9	0,2	4,6	0,5
Total CI des branches		58,6	84,1	77,6	91,5	66,3	81,3	66,1	66,1	49,9	56,2	67,5	53,6	67,2	16,1	49,9	27,5	46,0	53,6

Source : Comptes nationaux annuels (base 2020)

Définition : Le coefficient technique est le rapport entre la consommation intermédiaire d'un produit par une branche et la production totale de la branche. Par exemple, en 2022, pour une production totale de 100 euros, l'ensemble des branches a consommé en moyenne 53,6 euros de consommation intermédiaire dont 1,6 euros en produits de l'agriculture, sylviculture et pêche.

Coefficients techniques par branche évalués à prix courants, en niveau A17 (en %)
2022

		AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	FZ	GZ	HZ	IZ	JZ	KZ	LZ	MN	RU	OQ
Branche		Agriculture, sylviculture et pêche	Industrie					Construction	Services principalement marchands								Services principalement non marchands	
Produit																		
AZ	Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	19,4			4,5				0,0				0,1					0,0
DE à C5	Produits industriels	33,2			58,7				32,1				11,2					11,2
FZ	Constructions et travaux de construction	0,6			0,3				18,7				0,8					1,2
GZ à MN + RU	Services principalement marchands	5,3			11,9				15,0				35,9					12,6
OQ	Services d'administration publique, de défense, de l'enseignement, de santé humaine et d'action sociale	0,1			0,3				0,2				0,4					2,3
Total CI des branches		58,6			75,6				66,1				48,5					27,5

Source : Comptes nationaux annuels (base 2020)

Calculs effectués à partir du TES 2022

Quelles sont les principales dépendances entre les 5 branches principales qui constituent l'économie française que cette matrice des coefficients techniques permet de mettre en évidence ?

L'évolution d'un coefficient technique dépend de

- L'évolution des techniques utilisées par la branche pour produire
- La déformation des prix relatifs des branches au cours du temps
- Les rendements d'échelle
- Les changements dans la structure de la branche car le coefficient d'une branche est la moyenne des coefficients des sous-branches qui la composent, pondérée par leur importance respective

La matrice des coefficients techniques est également appelée la **matrice structurelle de l'économie**

Cette approche remonte à l'économiste Vasili Leontief (1941)

V. Leontief démontra à l'aide d'un TES à 42 branches que **l'industrie américaine d'acier ne serait pas en situation de surproduction après la Deuxième guerre mondiale** (alors qu'elle produisait essentiellement pour l'industrie militaire)

- **Le TES symétrique**

L'INSEE calcule à partir des tableaux des emplois intermédiaires et des emplois finals un TES symétrique qui permet de mettre en évidence le contenu en importations des consommations intermédiaires des branches et des emplois finals

Le TES symétrique de la France en 2017

TES symétrique et contenus en importation en 2017
(en milliards d'euros)

	Ressources	Consommation intermédiaire						Emplois finals					
		1	2	3	4	5	Total CI	Ménages	APU	ISBL	Total FBC	EXP	Total EF
Production domestique													
1 Agriculture	77	13	30	0	2	0	46	8			8	15	32
2 Industrie	975	9	172	39	91	29	340	184	5		42	405	635
3 Construction	319	0	7	42	16	6	72	12			235		247
4 Services marchands	2 082	10	176	51	687	61	985	652	66	20	157	202	1 097
5 Services non marchands	576	0	5	1	14	10	30	62	455	29		1	546
Impôts nets sur les produits	250	1	16	4	33	6	60	154	2		34		189
Total	4 278	33	407	138	843	111	1 532	1 072	527	48	476	623	2 746
Importation													
1 Agriculture	15	2	6	0	0	0	8	7			-1		7
2 Industrie	539	10	221	32	58	16	336	111	12		49	30	202
4 Services marchands	143	1	22	6	75	7	111	19	0		14		33
Total	696	12	249	38	133	23	454	137	12		62	30	242
Production + Importation													
1 Agriculture	92	15	36	0	2	0	53	16			7	15	39
2 Industrie	1 514	18	394	70	149	44	676	295	17		91	435	838
3 Construction	319	0	7	42	16	6	72	12			235		247
4 Services marchands	2 225	10	198	57	762	68	1 095	671	66	20	170	202	1 129
5 Services non marchands	576	0	5	1	14	10	30	62	455	29		1	546
Impôts nets sur les produits	250	1	16	4	33	6	60	154	2		34		189
Total	4 974	46	656	176	976	134	1 986	1 209	539	48	538	654	2 988

L'intérêt du TES symétrique est de rendre compte des contenus direct et indirect en importation des produits qui circulent sur le territoire

Les données de 2017 montrent par exemple l'importance de la **dépendance de la France aux produits industriels étrangers**

3.3. La prévision à partir de la matrice des coefficients techniques

Si on considère que les coefficients techniques sont rigides à court terme, c'est-à-dire que l'interdépendance entre les branches ne se modifie pas, il est possible de faire des prévisions.

Question

Faire l'hypothèse que les coefficients techniques ne sont pas modifiés à court terme c'est supposer quatre éléments. Lesquels ?

1. ...
2. ...
3. ...
4. ...

Exercice

Le gouvernement souhaite augmenter de 10 milliards d'euros la construction de logements sur le territoire, quelles autres branches de l'économie va-t-il devoir soutenir pour y parvenir ? Qu'implique le développement de ces branches ?

IV. La dépense ou l'approche par la demande de l'économie nationale

Enjeu de l'approche par la dépense

Pourquoi on a produit des richesses.

Réponse

Parce que les biens et services produits ont répondu aux besoins des agents économiques en termes de consommation et d'investissement

1. L'approche par la demande mobilise les données du TES

Tableau des emplois finals du TES permet de calculer le poids de chacune des composantes de la demande globale dans le PIB

Demande = Consommation + Investissement + variation des stocks + Exportations – Importations

Ce qui se mesure ainsi à partir des agrégats de l'INSEE présents dans le TES

PIB = CE des ménages + C collectives des APU + FBCF + variation des stocks + solde du commerce extérieur

2. Le calcul des contributions à la croissance du PIB

À retenir

Contribution à la croissance du PIB d'une des composantes de la demande globale est le taux de variation de cette composante multipliée par son poids dans le PIB en début de période

Ce qui permet d'écrire

$$\begin{aligned} \text{Taux } \Delta^\circ \text{ PIB}_{2022-2023} &= \text{Taux } \Delta^\circ C_{2022-2023} \cdot \frac{C_{2022}}{\text{PIB}_{2022}} \\ &+ \text{Taux } \Delta^\circ \text{FBCF}_{2022-2023} \cdot \frac{\text{FBCF}_{2022}}{\text{PIB}_{2022}} + \text{Taux } \Delta^\circ \Delta \text{stocks}_{2022-2023} \cdot \frac{\Delta \text{stocks}_{2022}}{\text{PIB}_{2022}} \\ &+ \text{Taux } \Delta^\circ (X - M)_{2022-2023} \cdot \frac{(X - M)_{2022}}{\text{PIB}_{2022}} \end{aligned}$$

3. L'analyse des contributions à la croissance du PIB

L'équation précédente se vérifie, à l'arrondi près, avec les données ci-dessous (tiré des *Comptes de la Nation en 2023* de l'INSEE)

► 1. Le PIB et les opérations sur les biens et les services

Catégorie	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2023			
	2021	2022	2023	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	Contribution à la croissance du PIB en volume (en point)
Produit intérieur brut (PIB)	6,9	2,6	0,9	2 822,5	5,3	6,3	0,9
Importations	8,3	8,8	0,3	1 024,0	-2,2	-1,8	0,1
Total des emplois finals	7,2	4,1	0,8	3 846,4	3,2	4,0	1,1
Consommation effective des ménages, dont :	6,0	3,1	0,7	1 984,7	6,2	6,9	0,5
Dépense de consommation des ménages	5,2	3,1	0,8	1 481,6	7,1	8,0	0,4
Individualisable des administrations	8,5	2,9	0,4	437,9	3,3	3,7	0,1
Consommation collective des administrations publiques	3,3	1,8	1,2	240,7	2,9	4,2	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	9,7	0,0	0,4	651,8	3,4	3,8	0,1
Entreprises non financières	10,1	2,9	2,7	353,2	3,4	6,2	0,3
Ménages	15,0	-3,5	-8,5	147,5	4,3	-4,6	-0,5
Administrations publiques	2,4	0,0	6,9	120,8	2,4	9,5	0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,5	0,5	-0,4	1,7	0,0	0,0	-0,4
Exportations	11,3	8,2	2,1	967,5	-2,2	-0,2	0,8

Variation du PIB en volume qui est la variation à expliquer

Variable dont l'augmentation fait baisser le PIB*

Variables dont les augmentations font augmenter le PIB*

* et inversement

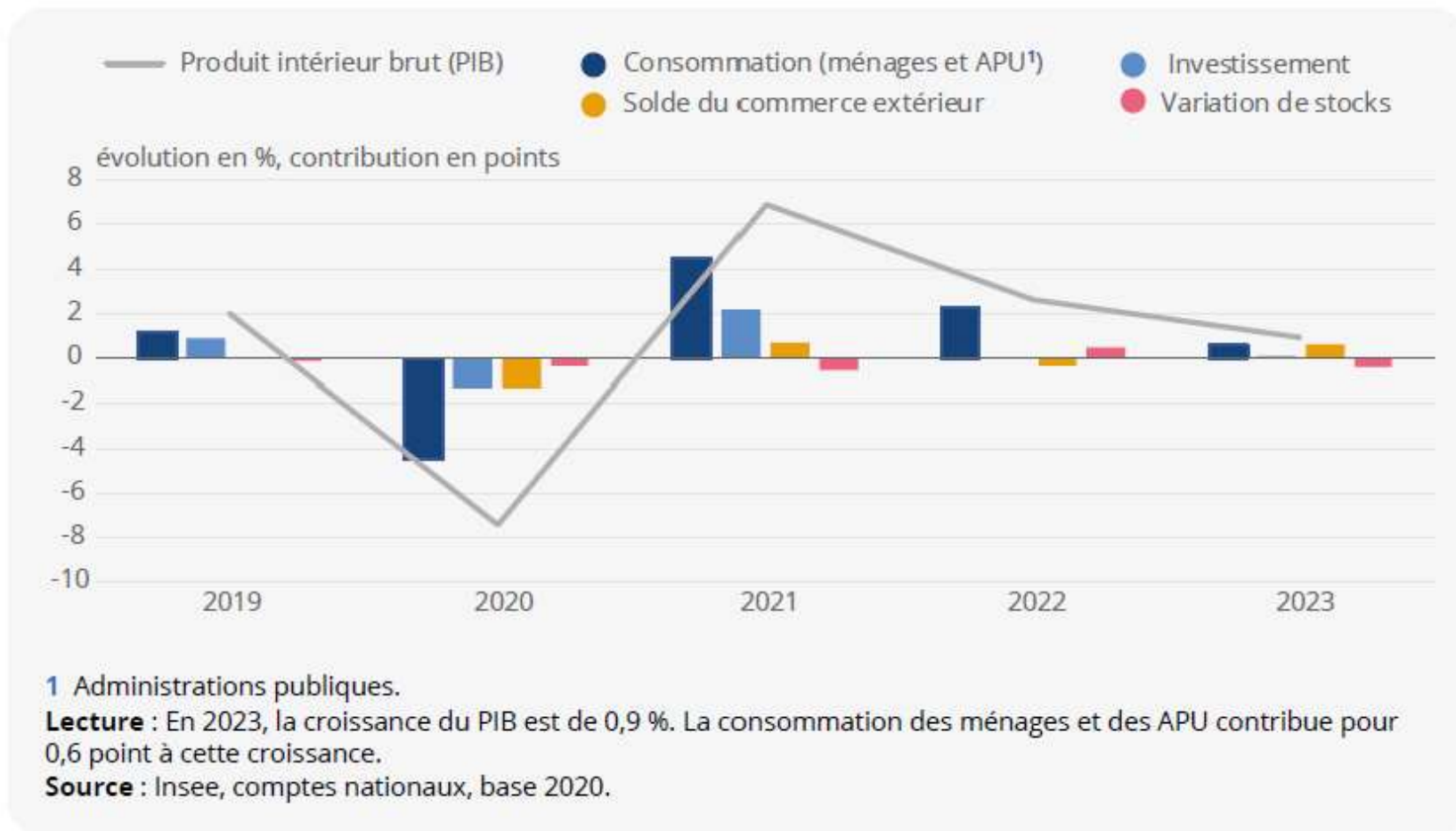
Lecture : Le PIB augmente de 0,9 % en 2023 en volume et atteint 2 822,5 milliards d'euros.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2020.

$$0,9 = (0,5 + 0,1) + 0,1 - 0,4 + (0,8 - 0,1)$$

Que signifient ces données ? (à compléter sur le poly 3)

► 2. Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



Précisez la signification des données de 2021

Que pouvez-vous dire du rôle des échanges avec l'extérieur en 2020 et 2021 ? (à compléter sur le poly 3)

Pour aller plus loin

Analyse détaillée des facteurs qui expliquent les évolutions du PIB en volume entre 2021 et 2022 : *INSEE Première* n°1950 « L'activité économique achève son rebond sur fond de forte hausse des prix », Mai 2023

Des questions sur ce document ?

V. La répartition ou l'approche par les revenus de l'économie nationale

1. Les principes et outils de l'approche par les revenus

1.1. Une approche qui décrit l'économie à partir des secteurs institutionnels

SI définis à partir de leurs principales fonctions et ressources

	Fonction principale	Ressources principales
SNF	Produire des biens et services marchands non financiers	Ventes de la production
SF dont : - Institutions financières - Assurances	Produire des services financiers : - Collecter et répartir des disponibilités financières - Mutualiser les risques	- Dépôts collectés, titres émis - Primes contractuelles
APU	Produire des services non marchands Redistribuer le revenu national	Contributions obligatoires

<p>Ménages dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - EI - Ménages hors EI 	<ul style="list-style-type: none"> - Produire des biens et services marchands - Consommer 	<ul style="list-style-type: none"> - Ventes de la production - Revenu disponible brut
<p>ISBL</p>	<p>Produire des services non marchands pour les ménages</p>	<p>Contributions volontaires des ménages</p>
<p>RDM</p>	<p>SI servant à enregistrer l'ensemble des opérations entre les SI résidents (quels qu'ils soient) et des unités institutionnelles non résidentes</p>	

1.2. Les comptes des secteurs institutionnels résidents

Exemple : Les comptes des ménages en 2023

Compte des ménages (S14) en 2023			
Compte de production			
Emplois		Ressources	
Consommation intermédiaire	60,0	Production	514,9
Valeur ajoutée brute	454,9	Production marchande	272,7
Consommation de capital fixe	110,5	Production pour emploi final propre	242,2
Valeur ajoutée nette (*)	344,3		
Compte d'exploitation			
Emplois		Ressources	
Rémunération des salariés	33,1	Valeur ajoutée brute	454,9
Salaires et traitements bruts	26,2		
Cotisations sociales à la charge des employeurs	6,8		
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	6,8		
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	0,0		
Impôts sur la production	27,1		
Impôts sur les salaires et la main d'oeuvre	0,8		
Impôts divers sur la production	26,5		
Autres subventions sur la production	-4,7		
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	399,3		
Excédent net d'exploitation et revenu mixte net (*)	288,8		
Compte d'affectation des revenus primaires			
Emplois		Ressources	
Revenus de la propriété	64,1	Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	399,3
Intérêts	62,5	Rémunération des salariés	1 480,5
Loyers des terrains et des gisements	1,6	Salaires et traitements bruts	1 096,5
		Cotisations sociales à la charge des employeurs	364,0
		Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	314,7
		Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	69,3
		Revenus de la propriété	200,7
		Intérêts	70,6
		Revenus distribués des sociétés	67,5
		Dividendes	67,5
		Prélèvements sur les revenus des quasi sociétés	
Solde des revenus primaires bruts	2 016,4	Autres revenus d'investissements	60,8
Solde des revenus primaires nets (*)	1 505,8	Revenus des terrains et des gisements	1,8
Compte de distribution secondaire du revenu			
Emplois		Ressources	
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	273,6	Solde des revenus primaires bruts	2 016,4
Impôts sur le revenu	257,0	Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	594,6
Autres impôts courants	5,9	Prestations de sécurité sociale en espèces	419,2
Cotisations sociales nettes	547,0	Autres prestations d'assurance sociale	122,8
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	314,7	Prestations d'assistance sociale en espèces	62,7
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	69,3	Autres transferts courants	76,6
Cotisations sociales effectives à la charge des ménages	165,2	Indemnités d'assurance-dommages	47,2
Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	131,2	Transferts courants divers	29,3
Cotisations sociales effectives à la charge des non-salariés	34,0	Transferts courants entre ménages résidents et non-résidents	0,3
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	0,0	Autres transferts courants divers	29,0
Autres transferts courants	92,6		
Primes nettes d'assurance-dommages	46,8		
Transferts courants divers	45,6		
Transferts courants aux ISLSM	17,8		
Transferts courants entre ménages résidents et non-résidents	16,1		
Autres transferts courants divers	11,9		
Revenu disponible brut	1 774,4		
Revenu disponible net (*)	1 663,8		
Compte d'utilisation du revenu			
Emplois		Ressources	
Dépense de consommation individuelle	1 481,6	Revenu disponible brut	1 774,4
Ajustement pour variation des droits à pension	8,3		
Epargne brute	301,1		
Epargne nette (*)	190,5		
Compte de capital			
Emplois		Ressources	
Formation brute de capital	167,3	Epargne brute	301,1
Formation brute de capital fixe	164,7	Transferts en capital à recevoir	5,7
Variations des stocks	1,3	Aides à l'investissement à recevoir	3,5
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	1,2	Autres transferts en capital à recevoir	2,2
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	-2,5	Transferts en capital à payer	-24,6
		Impôts en capital à payer	-21,4
		Aides à l'investissement à payer	
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	117,4	Autres transferts en capital à payer	-3,2
Compte de redistribution du revenu en nature			
Emplois		Ressources	
		Revenu disponible brut	1 774,4
		Transferts sociaux en nature	503,1
Revenu disponible ajusté brut	2 277,5	Transferts sociaux en nature de produits non marchands	324,3
Revenu disponible ajusté net (*)	2 165,0	Transferts sociaux en nature de produits marchands	178,8
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté			
Emplois		Ressources	
Consommation finale effective	1 984,7	Revenu disponible ajusté brut	2 277,5
Epargne brute	301,1		
Epargne nette (*)	190,5		

Source : Comptes nationaux - Base 2020, Insee

(*) Les montants nets sont obtenus en retranchant la consommation de capital fixe aux montants bruts.

Les grands principes de construction des comptes d'un SI résident à travers exemple des comptes des ménages de 2023

- Chaque compte comporte des **emplois (à gauche)** et des **ressources (à droite)**
- Pour chaque compte est calculé un **solde** qui **correspond à la différence entre les ressources et les emplois du compte**
- Le **solde** de chaque compte est **enregistré du côté des emplois** afin de garder le **principe de l'équilibre** comptable :
emplois = ressources
- Les **comptes sont emboîtés** les uns par rapport aux autres :
le solde d'un compte est le 1^{er} élément en ressource du compte suivant

**La séquence des comptes des SI résidents :
de la valeur ajoutée à la capacité de financement**

Emplois	Ressources
Compte de production	
Consommation intermédiaire Valeur ajoutée brute/nette* * nette si on enregistre dans les emplois la consommation de capital fixe	Production dont : - Production marchande - Production non marchande - Production pour emploi finale propre
Compte d'exploitation	
Rémunération des salariés Autres impôts liés à la production - Subventions d'exploitation Excédent brut/net d'exploitation et revenu mixte brut/net	Valeur ajoutée brute/nette

Emplois	Ressources
Compte d'affectation des revenus primaires	
Revenus de la propriété Solde brut/net des revenus primaires	Excédent brut/net d'exploitation et revenu mixte brut/net Rémunération des salariés Impôts sur production et importations - Subventions Revenus de la propriété
Compte de distribution secondaire du revenu	
Impôts courants sur revenu et patrimoines Cotisations sociales Prestations sociales en espèces Autres transferts courants Revenu disponible brut/net	Solde brut/net des revenus primaires Impôts courants sur revenu et patrimoines Cotisations sociales Prestations sociales en espèces Autres transferts courants

Emplois	Ressources
Compte d'utilisation du revenu disponible	
Dépense de consommation finale Épargne brute/nette	Revenu disponible brut/net
Compte de capital	
Formation brute de capital fixe (- CCF si Épargne nette, rien si Épargne brute) Variation des stocks Acquisitions nettes d'objets de valeur Acquisitions nettes d'actifs non financiers non produits Capacité (+)/ besoin (-) de financement	Épargne brute/nette Transferts en capital reçus - Transferts en capital versés

Remarques

- Moyen mnémotechnique pour retenir la séquence des 6 comptes à connaître : « **PERRUC** »

- Présentation des **comptes d'accumulation** suivants (après le compte de capital) pour information :

Le compte financier

Le compte de patrimoine

- **Pour certains SI résidents, certains emplois ou certaines ressources sont nulles par nature**

- **Chaque solde de compte peut être présenté net ou brut** en fonction de la prise en compte ou non de la consommation de capital fixe

Série de comptes de ce type constituée pour chaque SI résident :
Vous les trouverez sur cahierdeprepa

1.3. Les comptes du secteur institutionnel du reste du monde

7.601 Compte du reste du monde (S2) (*) en 2023

Compte extérieur de biens et services			
Emplois		Ressources	
P6	Exportations de biens et de services de la France	967,5	P7 Importations de biens et de services de la France 1 024,0
B11	Solde des échanges extérieurs de biens et de services du reste du monde (ressources - emplois)	56,4	
Compte des transactions courantes			
Emplois		Ressources	
D1	Rémunération des salariés	33,8	D1 Rémunération des salariés 2,2
D11	Salaires et traitements bruts	26,1	D11 Salaires et traitements bruts 2,1
D121	Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	7,7	D121 Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs 0,2
D2	Impôts sur la production et les importations		D39 Autres subventions sur la production 6,6
D3	Subventions	291,8	D4 Revenus de la propriété -8,3
D31	Subventions sur les produits (**)	155,2	D41 Intérêts -1,2
D39	Autres subventions sur la production (**)	99,6	D42 Revenus distribués des sociétés -7,1
D4	Revenus de la propriété	97,6	D421 Dividendes 272,3
D41	Intérêts	2,0	D422 Prélèvements sur les revenus des quasi sociétés 185,2
D42	Revenus distribués des sociétés	29,4	D43 Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers 78,0
D421	Dividendes	7,6	D44 Autres revenus d'investissements 76,5
D422	Autres revenus distribués des sociétés	5,6	D51 Impôts sur le revenu 1,6
D43	Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers	0,4	D61 Cotisations sociales nettes 6,3
D44	Autres revenus d'investissements	0,2	D611 Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs 2,9
D61	Cotisations sociales nettes	0,2	D613 Cotisations sociales effectives à la charge des ménages 10,8
D611	Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	0,2	D613C Cotisations sociales effectives à la charge des salariés 7,7
D613	Cotisations sociales effectives à la charge des ménages		D613C Cotisations sociales effectives à la charge des non-salariés 3,1
D613CE	Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	5,8	D62 Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature 3,1
D613CS	Cotisations sociales effectives à la charge des non-salariés	5,8	D621 Prestations de sécurité sociale en espèces
D62	Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature		D622 Autres prestations d'assurance sociale 9,0
D7	Autres transferts courants	37,1	D7 Autres transferts courants 82,1
D71	Primes nettes d'assurance-dommages	19,4	D71 Primes nettes d'assurance-dommages 8,8
D72	Indemnités d'assurance-dommages	8,8	D72 Indemnités d'assurance-dommages 17,9
D74	Coopération internationale courante	3,7	D74 Coopération internationale courante 10,9
D75	Transferts courants divers	5,2	D75 Transferts courants divers 20,6
D752	Transferts courants entre ménages résidents et non-résidents	0,3	D752 Transferts courants entre ménages résidents et non-résidents 16,1
D759	Autres transferts courants divers	4,9	D759 Autres transferts courants divers 4,5
D76	Ressources propres de l'UE basées sur la TVA et le RNB		D76 Ressources propres de l'UE basées sur la TVA et le RNB 23,9
B12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur	56,7	
Compte de capital			
Emplois		Ressources	
NP	Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	B12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur 56,7
		D9r	Transferts en capital à recevoir 0,5
		D92r	Aides à l'investissement à recevoir 0,3
		D99r	Autres transferts en capital à recevoir 0,2
		D9p	Transferts en capital à payer -9,0
		D92p	Aides à l'investissement à payer -8,8
B9NF	Capacité (+) ou besoin (-) de financement du reste du monde	D99p	Autres transferts en capital à payer -0,2

Milliards d'euros

Source : Comptes nationaux - Base 2020, Insee

2. Le tableau économique d'ensemble : la synthèse de l'approche par les revenus

Le TEE rend hommage aux travaux de François Quesnay (1759)

<i>DEPENSES PRODUCTIVES.</i>	<i>DEPENSES DU REVENU, l'impôt prélevé, le partage aux Dépenses productives & aux Dépenses stériles.</i>	<i>DEPENSES STÉRILES.</i>
<i>Avances annuelles.</i>	<i>Revenu.</i>	<i>Avances annuelles.</i>
600 produisent	600	300
Productions.		Ouvrages, &c.
300 reproduisent net	300	300
150 reproduisent net	150	150
75 reproduisent net	75	75
37-10 reproduisent net	37-10	37-10
18-15 reproduisent net	18-15	18-15
9-7-6 reproduisent net	9-7-6	9-7-6
4-13-9 reproduisent net	4-13-9	4-13-9
2-6-10 reproduisent net	2-6-10	2-6-10
1-3-5 reproduisent net	1-3-5	1-3-5
0-11-8 reproduisent net	0-11-8	0-11-8
0-5-10 reproduisent net	0-5-10	0-5-10
0-2-11 reproduisent net	0-2-11	0-2-11
0-1-5 reproduisent net	0-1-5	0-1-5

Le TEE permet de calculer le PIB selon l'approche par les revenus :

PIB

=

Rémunération des salariés
 + EBE + revenus mixtes
 + impôts sur la production et les importations – subventions

2.1. Le TEE de la France en 2022

- Le TEE est normalement sur une seule feuille, les emplois sont à gauche, les ressources à droite
- Le TEE constitue une synthèse des différents comptes des SI que nous avons étudiés précédemment : vous retrouvez ces différents SI en colonnes
- La colonne « impôts – subventions sur les produits » permet d'enregistrer les impôts et subventions qui ne sont pas imputables à un secteur institutionnel particulier
- $S1 = S11 + S12 + S13 + S14 + S15 +$ « impôts – subventions sur les produits »
- La colonne « biens et services » est un artefact comptable qui permet d'assurer, au niveau de chaque ligne, l'équilibre emplois ressources => pas de signification économique particulière
- La colonne « Total » = $S1 + S2 +$ « biens et services »

Questions à traiter avec le TEE 2023 de la France

1. Où sont enregistrées les exportations et les importations de biens et services de la France ?
2. Retrouvez le calcul du PIB de la France selon les trois approches à partir des données du TEE

Remarque

Le RNB est l'agrégat qui mesure le revenu des résidents quelque soit le lieu où la production a été réalisée

Du PIB au RNB

Revenu national brut	Produit intérieur brut (PIB)
Revenus primaires versés au RdM	Revenus primaires reçus du RdM

<http://www.comptanat.fr/principe/pib.pdf>

$$\text{RNB} = \text{PIB} + \text{revenus primaires reçus du RdM} - \text{revenus primaires versés au RdM}$$

Calculez le RNB de la France en 2023 à partir du TEE.

2.2. Les utilisations du tableau économique d'ensemble

Les ratios significatifs de l'économie nationale

- Les ratios au **niveau national**

Taux d'épargne : Épargne brute/PIB

Taux d'investissement : FBCF / PIB

- Les ratios au niveau de certains SI

Pour les **ménages**

Taux d'épargne : Épargne brute des ménages/RDB des ménages

Taux d'épargne financière :

Capacité de financement des ménages/ RDB des ménages

Pour les entreprises (**SNF et SF**)

Taux d'épargne : Épargne brute des SNF ou des SF/VAB des SNF ou des SF

Taux d'autofinancement :

Épargne brute des SNF ou des SF/ FBCF des SNF ou des SF

Taux d'investissement : FBCF des SNF ou des SF /VAB des SNF ou des SF

Taux de marge : évalué pour les SNF ou les SF (EBE/VAB) ou pour l'ensemble SNFEI et SFEI (EBE+Revenu mixte)/VAB)

- Les ratios qui décrivent les **échanges de la nation avec le reste du monde**

Taux d'exportation : Exportations de biens et services/ PIB

Taux d'importation : Importations de biens et services/PIB

Taux de couverture : Exportations de biens et services/Importations de biens et services

Taux de pénétration des produits étrangers : Importations de Biens et Services/(Production+Importations), ratio calculable à partir du TEE mais aussi du TES symétrique

Exercice à faire pour le prochain cours

Calculez et interprétez les ratios significatifs suivants pour 2023

- Taux d'épargne au niveau national, des ménages et des SNF
- Taux d'investissement au niveau national et des SNF
- Taux d'épargne financière des ménages
- Taux d'autofinancement des SNF

- Taux de marge des SNF
- Part des salaires dans la valeur ajoutée des SNF
- Taux d'exportations
- Taux d'importation
- Taux de couverture

Remarque : d'autres **indicateurs de compétitivité**
calculés par l'INSEE

Termes de l'échange :

Indice des prix des exportations/Indice des prix des importations

Compétitivité coût de la France

Compétitivité-prix à l'exportation

Compétitivité-prix des importations :

Prix à l'importation de certains produits/Prix à la production de ces produits

3. L'évolution du partage de la valeur ajoutée : une question centrale de l'approche par les revenus

La valeur ajoutée créée au niveau national se partage entre

Les revenus du travail

« l'ensemble des **rémunérations en espèces et en nature** que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs. »

Les revenus du capital

« L'excédent brut d'exploitation (EBE) est le **solde du compte d'exploitation**, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur les produits, et augmentée des subventions sur les produits. Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte. L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe. »

Les impôts sur la production => définition page suivante

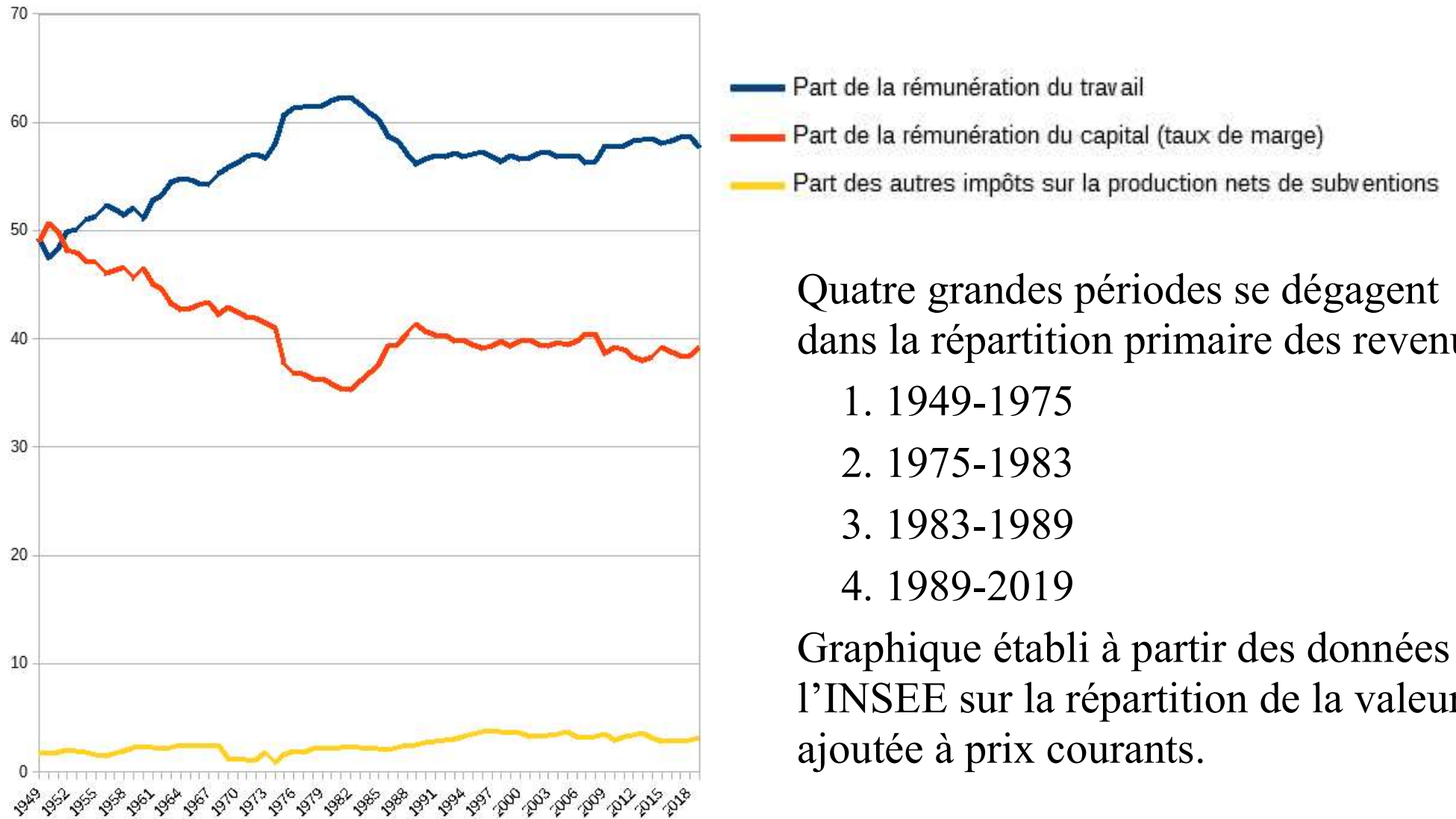
Les impôts sur la production

« Versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation. Ils **comprennent les impôts sur les produits et les autres impôts sur la production.** »

« Les **impôts sur les produits** sont constitués essentiellement de la taxe sur la valeur ajoutée, de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, des droits de mutation à titre onéreux, des droits sur les alcools et les tabacs. »

« Les **autres impôts sur la production** englobent tous les impôts que les unités légales supportent du fait de leurs activités de production, indépendamment de la quantité ou de la valeur des biens et des services produits ou vendus [...]. Ils recouvrent pour l'essentiel la taxe sur les salaires, les versements compensatoires liés au transport, la contribution économique territoriale (qui remplace la taxe professionnelle depuis 2010), les taxes foncières et la contribution sociale de solidarité des sociétés. »

Evolution du partage de la valeur ajoutée à prix courants en France 1949-2019



Enjeux du partage de la valeur ajoutée

- **Au niveau des revenus**

Répartir le revenu national entre rémunération du travail et rémunération des propriétaires du capital

- **Au niveau de la demande**

Répartition entre consommation et investissement

Remarque/rappel

L'État modifie ensuite la répartition primaire *via* certains prélèvements obligatoires (impôts directs et cotisations sociales) et *via* le versement de revenus de transfert. La distribution secondaire des revenus qui en découle répond, vous le savez là encore, à la volonté de réduire des inégalités de revenus primaires considérées comme injustes

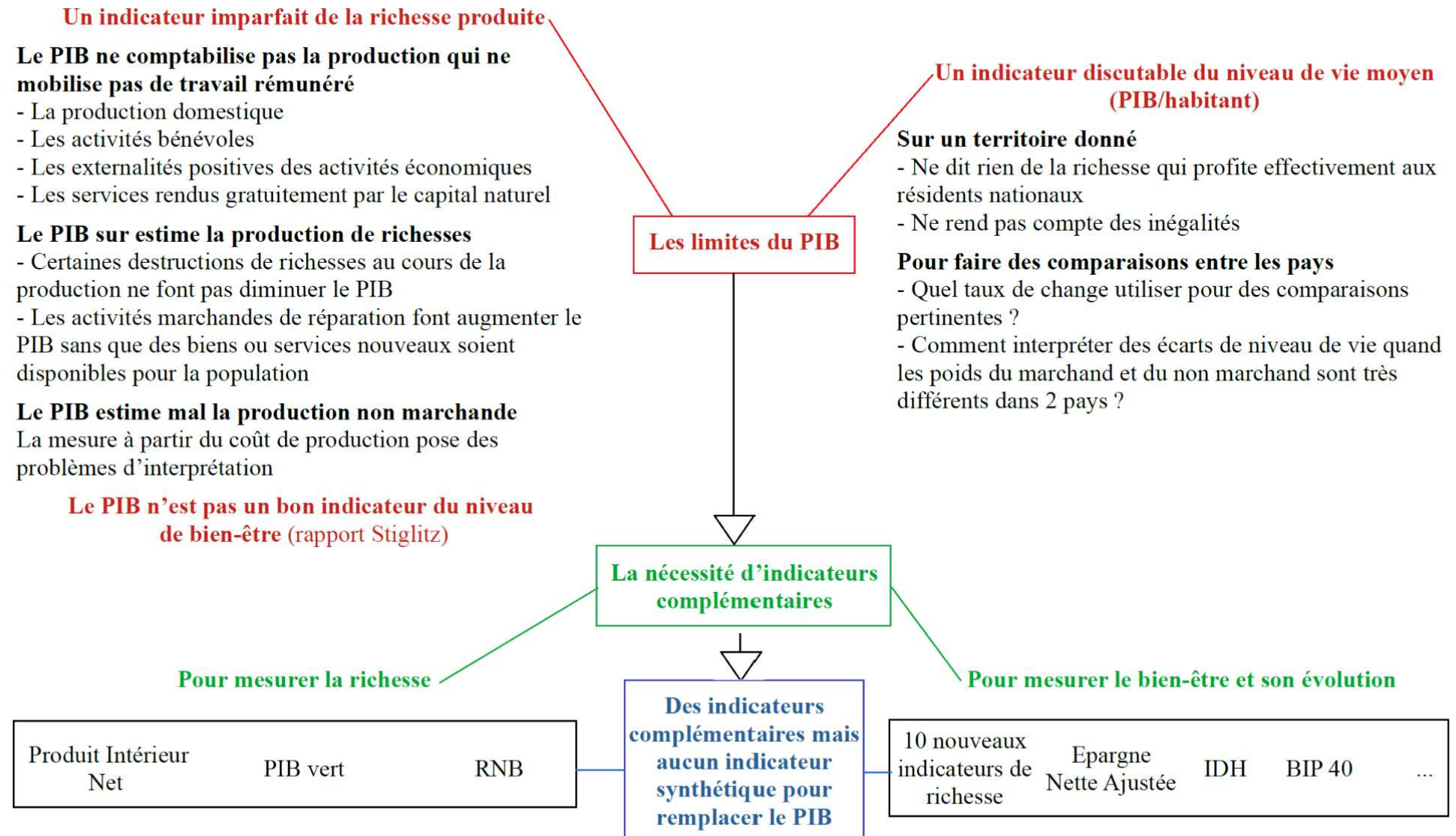
Conclusion sur les 3 approches produites par l'INSEE de l'économie nationale (conclusion des points III à V)

- 3 approches complémentaires qui répondent à de nombreuses questions
- 3 approches cohérentes entre elles

Approche production	Approche demande	Approche revenu																
<table border="1"> <tr> <td rowspan="2">Produit intérieur brut (PIB)</td> <td>Somme des valeurs ajoutées</td> </tr> <tr> <td>Impôts sur les produits</td> </tr> <tr> <td>Subventions sur les produits</td> <td></td> </tr> </table>	Produit intérieur brut (PIB)	Somme des valeurs ajoutées	Impôts sur les produits	Subventions sur les produits		<table border="1"> <tr> <td rowspan="2">Produit intérieur brut (PIB)</td> <td>Emplois finals de biens et services</td> </tr> <tr> <td>Exportations</td> </tr> <tr> <td>Importations</td> <td></td> </tr> </table>	Produit intérieur brut (PIB)	Emplois finals de biens et services	Exportations	Importations		<table border="1"> <tr> <td rowspan="3">Produit intérieur brut (PIB)</td> <td>Rémunération des salariés</td> </tr> <tr> <td>Impôt sur la production et les import.</td> </tr> <tr> <td>Excédent brut d'exploitation et rev. mixte</td> </tr> <tr> <td>Subventions</td> <td></td> </tr> </table>	Produit intérieur brut (PIB)	Rémunération des salariés	Impôt sur la production et les import.	Excédent brut d'exploitation et rev. mixte	Subventions	
Produit intérieur brut (PIB)		Somme des valeurs ajoutées																
	Impôts sur les produits																	
Subventions sur les produits																		
Produit intérieur brut (PIB)	Emplois finals de biens et services																	
	Exportations																	
Importations																		
Produit intérieur brut (PIB)	Rémunération des salariés																	
	Impôt sur la production et les import.																	
	Excédent brut d'exploitation et rev. mixte																	
Subventions																		

- Mais aussi 3 approches qui reposent sur des conventions discutables (et discutées), ce que nous allons approfondir au point suivant

VI. Les limites du PIB et la nécessité de développer d'autres indicateurs



Exemples d'indicateurs complémentaires au PIB autres que ceux présentés dans la carte mentale

- Le better life index développé par l'OCDE

<http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/#/411111111111>

- Le Sustainable Economic Development Assessment (SEDA) :

<https://www.bcg.com/fr-fr/publications/2019/seda-measuring-well-being.aspx>

- Les indicateurs pour le suivi national des objectifs de développement durable : les 17 objectifs de développement durable :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2654937?sommaire=2654964>

Pour compléter

- Article JM Vittori vu en introduction

- Billet du blog de l'INSEE « Le PIB reste-t-il un indicateur pertinent ? » <https://blog.insee.fr/le-pib-reste-t-il-un-indicateur-pertinent/>

Conclusion du chapitre

La comptabilité nationale est une représentation détaillée et chiffrée de l'économie nationale qui permet d'analyser ses évolutions dans le temps et de la comparer à d'autres économies

Cette représentation est basée sur des conventions qu'il faut connaître pour comprendre et interpréter les données qu'elle fournit

=> ces données peuvent être critiquées :

« Les chiffres sont des êtres fragiles qui, à force d'être torturés, finissent par avouer tout ce qu'on veut leur faire dire.
» Alfred Sauvy

Certaines de ces critiques ont amené au développement d'indicateurs complémentaires